



DOCUMENT DE FORUS SUR LA VISION POST-2030

AVRIL 2026



LA VISION: CE QUE NOUS
DÉFENDONS, EXIGEONS ET
REFUSONS



TABLE DES MATIÈRES



01 Résumé

10 Introduction

11 Toile de fond : le
contexte
post-2030

15 Évaluer les
futurs possibles

17 La vision : ce que nous
défendons, demandons
et refusons

19 Demandes clés : les
incontournables et les
lignes rouges pour le
réseau Forus

23 Engagement :
Tactiques et
pérennisation

26 Parties
prenantes et
avancées

33 Fenêtres et
moments clés pour
le plaidoyer

36 Outils, produits
et actions

39 Conclusion

40 Annexes



RÉSUMÉ

À l'approche de 2030, le débat mondial s'oriente de plus en plus vers ce qui devrait succéder aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Alors que les négociations officielles devraient débuter lors du Sommet sur les ODD de 2027, des discussions informelles sur la définition de l'agenda, la formation de coalitions et le positionnement politique sont déjà en cours. Ces discussions se déroulent dans un contexte bien plus instable que celui qui avait permis l'adoption des ODD en 2015 : la fragmentation géopolitique s'accroît, l'espace civique se rétrécit, le financement du développement est soumis à des pressions croissantes et le soutien au multilatéralisme et aux normes universelles est de plus en plus contesté.



©Forus/Sebastian Barros

→ **24,000**

Ce document a été élaboré en collaboration avec les membres de Forus issus de l'ensemble du réseau, qui représentent plus de 24 000 ONG.

→ **3**

Voici trois scénarios sur la manière dont le processus pour l'après-2030 pourrait évoluer

POUR FORUS, LES ANNÉES À VENIR CONSTITUENT UNE FENÊTRE STRATÉGIQUE POUR INFLUENCER NON SEULEMENT LE CONTENU DE L'AGENDA POST-2030, MAIS AUSSI LES RÈGLES DU PROCESSUS – NOTAMMENT QUI Y PARTICIPE, COMMENT LA REDEVABILITÉ EST STRUCTURÉE ET QUELS PRINCIPES DE FINANCEMENT SOUS-TENDENT LA MISE EN ŒUVRE. CE DOCUMENT DE VISION EXPOSE LES PRIORITÉS COLLECTIVES DE FORUS POUR FAÇONNER L'AGENDA POST-2030.



➔ IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE CE QUI POURRAIT SUCCÉDER AUX ODD, MAIS AUSSI DE CE QUI DOIT ÊTRE DÉFENDU, DE CE QUI DOIT ÊTRE CORRIGÉ ET DE CE QUI NE DOIT PAS ÊTRE PERDU.

FORUS DÉFENDRA LA PROMESSE UNIVERSELLE ET FONDÉE SUR LES DROITS DES ODD, MILITERA EN FAVEUR D'UN CADRE QUI REMÉDIE À LEURS PRINCIPALES LACUNES – NOTAMMENT EN MATIÈRE DE FINANCEMENT, DE REDEVABILITÉ, DE LOCALISATION ET DE PARTICIPATION CIVIQUE – ET S'OPPOSERA À TOUTE TENTATIVE VISANT À AFFAIBLIR LES ENGAGEMENTS FONDAMENTAUX POUR DES RAISONS DE CONSIDÉRATION POLITIQUE.

➔ **LE DOCUMENT IDENTIFIE TROIS SCÉNARIOS POSSIBLES QUANT À L'ÉVOLUTION DU PROCESSUS POST-2030 – (CONTINUITÉ, RÉINITIALISATION) ET (FRAGMENTATION)**





©Sanjog Manandhar/Forus

→ Scénarios

Le document identifie trois scénarios possibles quant à l'évolution du processus post-2030 — continuité, réinitialisation et fragmentation — et propose une approche qui reste pertinente dans les trois cas, tout en reconnaissant la continuité comme le scénario de base le plus probable et la fragmentation comme un risque constant.

Cette approche ne doit toutefois pas empêcher la société civile d'articuler un agenda plus ambitieux. Même dans un contexte politique contraignant, des propositions tournées vers l'avenir peuvent façonner le discours, ouvrir l'espace politique et préparer le terrain pour de futures réformes plus profondes, en particulier en matière de financement et d'inégalités structurelles de longue date.

→ La position de Forus

La position de Forus est claire : le processus post-2030 ne doit pas devenir un moyen de réduire les ambitions, d'affaiblir les droits ou de restreindre la redevabilité. Il doit être l'occasion de corriger les lacunes en matière de mise en œuvre, de financement et de participation qui ont limité les ODD, tout en défendant leur promesse universelle et transformatrice.

Ce document de vision a été élaboré en étroite consultation avec l'ensemble du réseau Forus, ainsi qu'avec des experts en développement issus des Nations unies, de la société civile, du monde universitaire, des groupes de réflexion et du secteur philanthropique. Il reflète les nuances régionales et la diversité des perspectives, tout en traçant une voie à suivre pertinente à l'échelle mondiale.

LA VISION : CE QUE NOUS DÉFENDONS, DEMANDONS ET REFUSONS

Vision d'ensemble

Un cadre de développement mondial ambitieux post-2030, ancré dans les droits humains, l'universalité et la justice ; capable de répondre aux crises interconnectées d'aujourd'hui ; soutenu par un financement et une redevabilité crédibles ; et façonné par une participation significative de la société civile, avec un pouvoir accru pour les acteurs locaux.

Le futur cadre doit donc préserver la promesse universelle et fondée sur les droits des ODD tout en remédiant aux faiblesses qui ont limité leur mise en œuvre. Il devrait accorder une place beaucoup plus centrale à la réforme du financement, à la redevabilité, à l'espace civique et à la localisation, et garantir que la société civile puisse participer de manière significative et en toute sécurité à la fois à l'élaboration et au suivi de l'agenda.

©Assemblée générale de Forus 2026



« [Il est nécessaire de] faire le point sur ce qui fonctionne, pourquoi et où. »



CE QUE NOUS DÉFENDONS



- Les avancées normatives de l'ère des ODD, notamment la reconnaissance du fait que le développement durable doit intégrer la justice sociale, l'égalité, la durabilité environnementale, la paix et les droits humains.



- L'espace civique en tant que bien public et condition favorable à la participation, à la redevabilité et à la mise en œuvre.



- Un agenda de développement mondial universel et fondé sur les droits qui ne laisse personne de côté et protège la dignité, l'agentivité et les droits des personnes les plus exposées à la pauvreté, à l'exclusion, à la discrimination et aux crises.



- Un système multilatéral fort et efficace, capable de coordonner les réponses collectives aux défis mondiaux et de faire respecter les engagements internationaux.



- Un leadership local, doté de ressources réelles, de reconnaissance et d'un pouvoir de décision pour les acteurs les plus proches des communautés et les plus directement engagés dans la mise en œuvre du changement.



CE QUE NOUS DEMANDONS



- Un cadre post-2030 qui préserve l'ambition universelle des ODD tout en corrigeant leurs principales faiblesses — notamment en matière de financement, de redevabilité, de localisation et de mise en œuvre.



- Un rôle formalisé, significatif et sûr pour la société civile tant dans la négociation que dans la mise en œuvre, avec une attention particulière portée à la participation des acteurs locaux et des groupes confrontés à l'exclusion politique ou structurelle.



- Un cadre mieux à même de répondre aux réalités d'aujourd'hui, notamment le dérèglement climatique, l'érosion de la démocratie, les inégalités, les conflits, ainsi que les risques et les opportunités liés aux technologies émergentes.



- Une réforme du financement au cœur du cadre, comprenant la restructuration et l'allègement de la dette, des conditions de prêt plus équitables, un accroissement des financements concessionnels, une mobilisation accrue des ressources nationales, la justice fiscale, la cohérence des politiques et un soutien prévisible à la société civile.



- Un cadre qui reflète des responsabilités différenciées et des obligations universelles, y compris la nécessité pour les pays à revenu élevé de transformer les modèles économiques, financiers et de développement non durables et de renforcer la cohérence des politiques tant au niveau national qu'international.



- Une redevabilité renforcée grâce à des rapports et des examens obligatoires, transparents et réguliers, avec une surveillance indépendante et un rôle officiel pour la société civile et les acteurs locaux dans le suivi des progrès et l'identification des lacunes de mise en œuvre.



CE QUE NOUS REFUSONS

- Un cadre édulcoré qui sacrifie l'universalité, une approche fondée sur les droits, l'égalité des genres, les libertés civiques ou l'ambition climatique au nom des considérations politiques.



- Des mécanismes de redevabilité qui restent volontaires, sélectifs ou performatifs, sans suivi, transparence ou correction significatifs.



- Une gouvernance du développement qui élargit le rôle des acteurs privés ou philanthropiques sans garanties claires d'intérêt public, de surveillance démocratique et de redevabilité.



- Le maintien d'un statu quo financier dans lequel des accords de dette injustes, un espace fiscal inégal et des engagements de financement faibles sapent la mise en œuvre et aggravent les inégalités.



- Une inclusion purement symbolique qui intègre la société civile ou les acteurs locaux dans les instances de haut niveau pour la forme, tout en les excluant de la définition des programmes, de la prise de décision et du suivi.

UN PROGRAMME CRÉDIBLE POST-2030 DOIT DONC PRÉSERVER L'UNIVERSALITÉ ET L'ENGAGEMENT DE NE LAISSER PERSONNE DE CÔTÉ ; S'ATTAQUER AUX INÉGALITÉS STRUCTURELLES AU SEIN DES PAYS ET ENTRE EUX ; PLACER LA RÉFORME DU FINANCEMENT AU CŒUR DE LA MISE EN ŒUVRE ; RENFORCER LA REDEVABILITÉ PAR DES RAPPORTS ET DES EXAMENS OBLIGATOIRES, TRANSPARENTS ET RÉGULIERS, AVEC UNE SURVEILLANCE INDÉPENDANTE ET UN RÔLE FORMEL POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES ACTEURS LOCAUX ; PROTÉGER L'ESPACE CIVIQUE ET LA PARTICIPATION SIGNIFICATIVE

➔ **ET RECONNAÎTRE QUE (LA LOCALISATION, LA PAIX, LES DROITS) ET LA RESPONSABILITÉ PUBLIQUE CONSTITUENT DES CONDITIONS ESSENTIELLES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.**



INTRODUCTION



©Les membres Forus travaillant sur une cartographie des pouvoirs

L'agenda post-2030 sera négocié dans un contexte radicalement différent de celui qui a présidé à l'élaboration des ODD en 2015. Les tensions géopolitiques s'intensifient, les conflits armés s'aggravent et la coopération internationale est de plus en plus marquée par une politique transactionnelle plutôt que par des normes communes ou la solidarité. Les institutions mondiales et les cadres juridiques qui ont longtemps sous-tendu la coopération internationale sont mis à rude épreuve. Dans le même temps, de nombreux gouvernements se montrent ouvertement hostiles aux principes fondamentaux qui devraient ancrer tout cadre futur, notamment les droits humains, l'égalité des genres, les libertés civiques, la protection des minorités et la lutte contre la crise climatique. Les ODD eux-mêmes ont été pris dans ces "guerres culturelles", le soutien public au développement mondial étant mis à mal dans de nombreux contextes, souvent en raison de préoccupations croissantes liées au coût de la vie, à l'insécurité économique et à la politisation de la coopération internationale. Il existe un risque réel que, même si un nouveau cadre est mis en place, il ne soit qu'une version édulcorée des ODD qui sape l'ambition, la redevabilité et l'inclusion.

La société civile entamera également les négociations dans une position bien affaiblie par rapport à 2015. L'espace civique s'est rétréci de manière alarmante au cours de la dernière décennie, dans un contexte de montée de l'autoritarisme et de la répression étatique tant dans le Sud Global que dans le Nord Global, souvent par le biais de la législation et d'obstacles bureaucratiques. Une forte réduction des financements – via l'APD ou d'autres canaux – a également considérablement réduit la capacité de nombreuses organisations de développement à mener leurs activités et à défendre leurs causes. Dans le même temps, la société civile est de plus en plus exclue des forums mondiaux, ce qui contraste fortement avec l'inclusivité et la transparence qui ont caractérisé le processus de négociation des ODD. Dans ce contexte, les Nations unies sont confrontées à la fois à une crise financière qui menace leur capacité à fonctionner et à une crise de légitimité qui pourrait compromettre leur rôle d'arbitre probable des négociations post-2030. Dans ce contexte, une voix unie et forte de la société civile est cruciale pour garantir qu'un nouveau cadre post-ODD soit non seulement adopté, mais reste ambitieux, inclusif, pertinent et consensuel.

©Both Nomads/Forus - Zeinab Moukalled, militante écologiste, à Arab Salim, au Liban

TOILE DE FOND : LE CONTEXTE POST-2030

Cette section examine les grandes tendances mondiales qui façonneront les négociations post-2030, en s'appuyant sur les contributions issues des consultations menées avec les membres de Forus et d'autres parties prenantes aux niveaux mondial et régional. Pour une analyse plus approfondie du contexte politique, financier et civique, ainsi que de l'analyse de Forus sur la manière dont les scénarios pourraient se dérouler, voir le rapport sur la cartographie politique et des scénarios (annexe II).

Fissures géopolitiques et normes menacées

L'environnement politique mondial est de plus en plus marqué par les tensions et l'incertitude. Les conflits et les crises humanitaires se sont multipliés ces dernières années, tout en s'étendant dans le temps et en s'enlisant. Les relations entre États sont de plus en plus transactionnelles, accordant moins d'importance au droit international et aux institutions – aussi imparfaites soient-elles – qui ont sous-tendu l'ordre mondial au cours des dernières décennies. L'ONU est également confrontée à ce qui s'apparente à une crise existentielle. Sa capacité opérationnelle a été poussée à bout par une crise de liquidités, tandis que les débats sur la réforme (y compris le processus contesté UN80) et l'élection d'un nouveau Secrétaire Général renforcent le sentiment d'incertitude – et soulèvent des questions plus larges sur la légitimité de l'ONU. Dans ce contexte, de sérieux doutes pèsent sur la capacité de l'ONU à mener à bien un processus de négociation pour un nouvel agenda mondial du développement. Au-delà de ces tensions, les normes qui ont sous-tendu l'agenda mondial du développement sont de plus en plus remises en cause. De nombreux gouvernements, tant dans le Sud Global que dans le Nord Global, sont ouvertement hostiles aux idées d'universalité, notamment en matière de droits humains, d'égalité des genres et d'identité, de crise climatique et de participation civique.

Tant au niveau mondial que national, les ODD s'inscrivent de plus en plus dans le cadre des " guerres culturelles ". Ces évolutions ont fondamentalement sapé le consensus mondial sur le développement et l'esprit de coopération qui avaient permis l'adoption des ODD¹. Comme l'a formulé un commentateur, on a le sentiment " que le point culminant du multilatéralisme a été l'accord de 193 pays sur les ODD en 2015, un moment qui, en 2026, semble appartenir à une autre époque. " L'érosion du respect du droit international et des normes multilatérales n'est pas dissociable de la crise du développement ; elle sape directement les conditions de la paix, de la protection des droits, de la redevabilité et de l'action mondiale commune. Dans ce contexte, il existe un risque réel que la continuité se transforme en dilution : un cadre plus ténu et plus faible qui préserve l'apparence d'un consensus tout en érodant l'ambition, la redevabilité et l'inclusion. Forus – et la société civile dans son ensemble – a un rôle crucial à jouer pour défendre non seulement le fond d'un futur cadre, mais aussi les conditions politiques qui le rendraient possible.



©Boursier du programme de journalisme Forus - Sanjog Manadhar, manifestations de la génération Z au Népal

Une société civile affaiblie

Plusieurs tendances qui se recoupent ont contribué à affaiblir la société civile par rapport à la période antérieure à 2015. En particulier, l'espace civique s'est fortement réduit dans un contexte de montée de l'autoritarisme et d'érosion des institutions démocratiques. La société civile, tant dans le Nord Global que dans le Sud Global, est de plus en plus confrontée à une arme à double tranchant : d'une part, des tactiques ouvertement répressives, notamment des arrestations arbitraires, du harcèlement, des menaces, voire des assassinats ; d'autre part, une forme plus sophistiquée de répression, s'appuyant sur la législation ou des obstacles bureaucratiques pour restreindre à la fois les activités et les flux de financement.² Les membres de Forus, tant dans le Sud Global que dans le Nord Global, ont souligné qu'ils étaient confrontés à un environnement opérationnel plus restrictif, bien qu'avec des nuances régionales.³

De même, les coupes drastiques dans l'aide étrangère imposées par de nombreux bailleurs de fonds traditionnels depuis au moins 2024 ont eu un effet dévastateur sur la société civile, en particulier dans le Sud Global. L'APD mondiale devrait avoir chuté de près de 17 % en 2025 – cela s'ajoute à une réduction de 9 % en 2024.⁴ Cette chute brutale du financement a eu un impact non seulement sur la capacité de Forus et de ses membres à concevoir et à mettre en œuvre des solutions de développement, mais aussi à mener des actions de plaidoyer avec force. À l'approche des négociations officielles sur le post-2030, de moins en moins d'acteurs de la société civile disposeront des ressources et de la protection nécessaires pour s'engager, ce qui augmente le risque que le processus soit façonné par un ensemble d'intérêts plus restreint.

1. Andrew Sherriff, " L'Europe et l'agenda post-2030 : un appel à l'action ", pour l'ECPDM (Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement), 14 janvier 2025, disponible à l'adresse : <https://ecdpm.org/work/europe-and-post-2030-agenda-call-action>

2. Selon CIVICUS, les libertés civiques ont été restreintes à un niveau sans précédent en 2025, la société civile étant " gravement menacée " dans 122 des 198 pays et territoires du monde, https://monitor.civicus.org/globalfindings_2025/

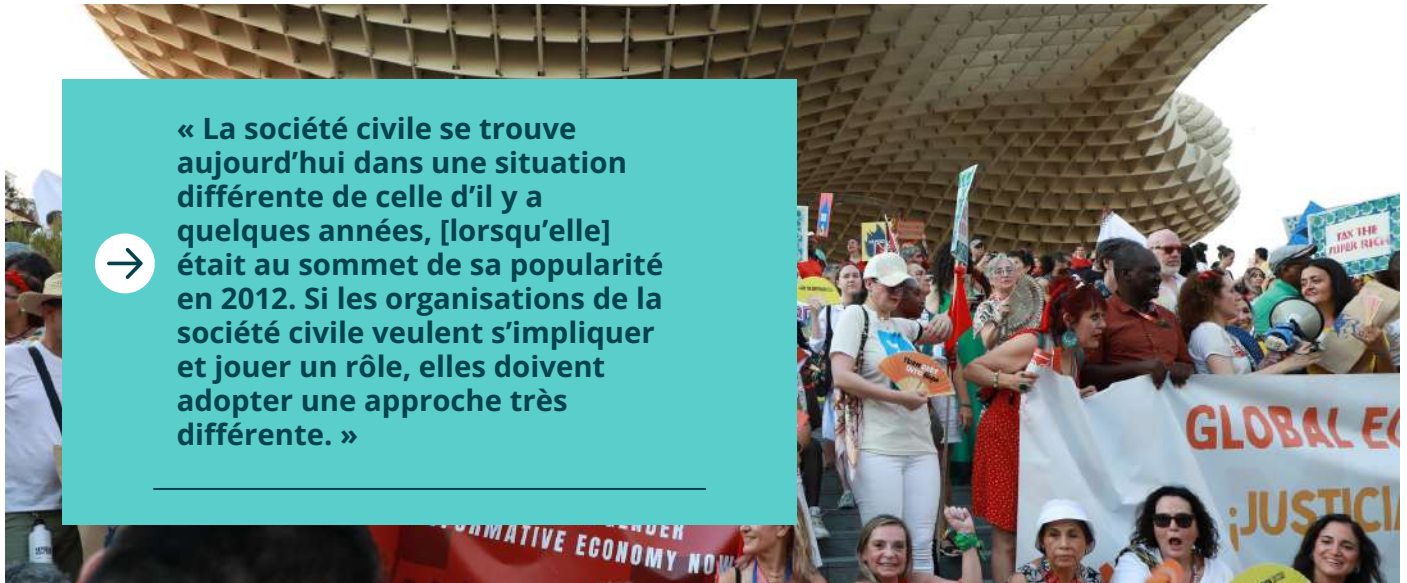
3. Voir le résumé de la consultation régionale à l'annexe X.

4. OCDE, " Réductions de l'aide publique au développement : projections de l'OCDE pour 2025 et le court terme ", 26 juin 2025, disponible à l'adresse : https://www.oecd.org/en/publications/2025/06/cuts-in-official-development-assistance_e161f0c5/full-report.html

©Forus à la Conférence sur le financement du développement à Séville



« La société civile se trouve aujourd'hui dans une situation différente de celle d'il y a quelques années, [lorsqu'elle] était au sommet de sa popularité en 2012. Si les organisations de la société civile veulent s'impliquer et jouer un rôle, elles doivent adopter une approche très différente. »



Parallèlement, une tendance à la réduction de l'inclusivité des forums internationaux a marginalisé la société civile sur la scène mondiale. Des événements de haut niveau récents, tels que le Sommet de l'avenir, ont été marqués par un espace relativement restreint accordé aux ONG et par un partage d'informations restrictif. Cela contraste fortement avec les négociations sur les ODD, où la société civile jouait un rôle formalisé et influent, et où le processus se caractérisait par son ouverture.

À l'approche du processus post-2030, la société civile devra faire plus avec moins. Il est donc d'autant plus important que Forus agisse collectivement, renforce la coordination à tous les niveaux et élabore des stratégies de plaidoyer adaptables à des environnements contraignants.

Un paysage du financement en pleine mutation

Le paysage du financement du développement évolue rapidement. L'APD traditionnelle est sous pression, de nombreux gouvernements bailleurs de fonds se retirant de leurs engagements antérieurs. Les bailleurs de fonds émergents comme traditionnels s'orientent de plus en plus vers des formes d'aide plus transactionnelles, axées sur le retour sur investissement mutuel – comme en témoignent le Global Gateway de l'UE, l'initiative chinoise des Nouvelles Routes de la Soie "Belt and Road" et d'autres initiatives similaires. Les bailleurs de fonds traditionnels ont continué à redéfinir ce qui relève de l'APD, notamment en répondant aux besoins des réfugiés dans les pays d'accueil ou en contrôlant les flux migratoires. Parallèlement, l'influence des Banques Multilatérales de Développement (BMD) et des Banques Publiques de Développement (BPD), de la philanthropie et des acteurs privés ne cesse de croître.⁵

Si l'APD n'a sans doute jamais été le principal moteur des ODD, ce changement fondamental dans le financement aura néanmoins des implications significatives sur la manière dont la société civile s'engage dans les efforts de développement menant à 2030 et au-delà. Parallèlement, cette évolution du paysage des bailleurs de fonds a mis en évidence des inégalités financières de longue date.

Les membres de Forus, toutes régions confondues, ont systématiquement identifié le financement non pas comme une question secondaire, mais comme l'un des principaux champs de bataille politiques de l'agenda post-2030. Les aspects clés comprennent le fardeau de la dette, la justice fiscale, le financement concessionnel, la mobilisation des ressources nationales, le financement prévisible pour la société civile et les conditions générales de l'architecture financière mondiale.

Cela renforce également le caractère universel de l'agenda post-2030 : la responsabilité ne réside pas seulement dans le financement du développement ailleurs, mais aussi dans la transformation des politiques nationales, des modes de consommation et des modèles économiques des pays à revenu élevé qui continuent d'alimenter les inégalités, l'exclusion et les dommages écologiques.



« Le financement n'est pas une fin en soi, mais il constitue un aspect essentiel de tout programme d'action. Il repose sur des ressources locales (impôts, accords intergouvernementaux) et doit être considéré comme une solution au contexte complexe dans lequel nous vivons. »

Leçons tirées des ODD

Le soutien mondial aux ODD est au plus bas. La couverture médiatique a tendance à mettre l'accent sur le manque relatif de progrès, avec seulement 35 % des objectifs en bonne voie ou affichant des avancées modestes à la fin de l'année 2025, tout en négligeant souvent leurs acquis normatifs et concrets bien réels. Les ODD ont donné naissance à un programme universel, à un langage commun en matière de redevabilité et à un engagement mondial à ne laisser personne de côté, qui ont inspiré et guidé les initiatives de développement durable, y compris au niveau local.⁶ Dans le même temps, les ODD ont également révélé des faiblesses majeures : une redevabilité insuffisante, une localisation insuffisante, un financement inadéquat et le fossé persistant entre la participation rhétorique et le pouvoir réel.

Forus devrait donc défendre l'héritage des ODD non pas en niant ses lacunes, mais en protégeant sa promesse fondamentale tout en corrigeant ce qui a empêché la pleine réalisation des objectifs. Le nouveau cadre devrait trouver le juste équilibre entre réalisme et ambition, en fixant des cibles à la fois ambitieuses et réalisables, comme l'ont souligné en particulier les membres de Forus d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine.

5. Raj Kumar, " L'ancien modèle d'aide est mort. La bataille pour savoir ce qui le remplacera commence ", pour Devex, 16 janvier 2026, disponible à l'adresse : <https://www.devex.com/news/the-old-aid-model-is-dead-now-comes-the-fight-over-what-replaces-it-111648>

6. ONU, " Les objectifs de développement durable ", disponible à l'adresse : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/development-goals/>

ÉVALUER LES FUTURS POSSIBLES

Aux fins du présent document de vision, Forus a élaboré et soumis à des tests de résistance trois scénarios possibles quant à la manière dont le processus post-2030 pourrait se dérouler.

- **Continuité**
- **Réinitialisation**
- **Fragmentation**

Tout au long du processus de consultation, la continuité est apparue comme le scénario de base le plus probable, bien que la fragmentation ait été systématiquement considérée comme un risque crédible. Si de nombreux membres ont jugé souhaitable un scénario de "réinitialisation" plus ambitieux, ils ont également mis en garde contre le fait de "viser trop haut" et de donner l'impression d'être irréaliste, en particulier dans le contexte politique tendu actuel. Le présent document de vision utilise cette hypothèse comme scénario de base – une continuité probable des ODD, mais avec un risque élevé de fragmentation accrue – tout en soulignant que Forus doit se préparer à un processus fluide. Il définit une approche axée sur la défense des principes fondamentaux dans tous les scénarios, avec des pistes sur la manière dont l'approche stratégique pourrait évoluer selon différentes trajectoires. Pour en savoir plus sur le processus d'élaboration des scénarios, voir l'annexe III : Résumé de la consultation.



©Assemblée générale de Forus 2026

Reconnaître la continuité comme le scénario de base le plus probable ne doit pas empêcher la société civile d'articuler un horizon plus ambitieux. Même lorsque les conditions politiques sont contraignantes, des propositions plus tournées vers l'avenir peuvent encore jouer un rôle stratégique important : façonner les discours, élargir l'espace de débat, forger des alliances et contribuer à préparer le terrain pour des réformes plus profondes au fil du temps — en particulier en matière de financement, d'inégalités structurelles et de redevabilité.



→ TROIS SCÉNARIOS POSSIBLES

CONTINUITÉ



- Une prolongation des ODD avec des ajustements sélectifs. Ce scénario préserverait un cadre mondial commun tout en laissant une marge de manœuvre pour des améliorations ciblées, notamment en matière de financement, de redevabilité, de climat, de localisation et de technologies émergentes.

RÉINITIALISATION



- Une refonte du cadre plus ambitieuse et axée sur la justice, ouvrant davantage la voie à des réformes structurelles, à une redevabilité renforcée, à une localisation plus poussée et à des principes de financement plus transformateurs.

FRAGMENTATION



- Un résultat plus faible, plus sélectif ou fracturé sur le plan régional, sous l'effet des tensions géopolitiques, d'un multilatéralisme affaibli et d'une confiance en déclin, mettant l'universalité, la redevabilité et la participation significative sous une pression considérable.

4. LA VISION : CE QUE NOUS DÉFENDONS, DEMANDONS ET REFUSONS

Vision d'ensemble

Un cadre de développement mondial ambitieux pour le post-2030, ancré dans les droits humains, l'universalité et la justice ; capable de répondre aux crises interconnectées d'aujourd'hui ; soutenu par un financement et une redevabilité crédibles ; et façonné par une participation significative de la société civile, avec un pouvoir accru pour les acteurs locaux.

La vision de Forus s'articule autour de trois engagements fondamentaux — les 3D (defend, demand, deny) : ce que nous défendons, ce que nous demandons et ce que nous refusons.

Ce que nous défendons

- Un agenda de développement mondial universel et fondé sur les droits, qui ne laisse personne de côté et protège la dignité, l'agentivité et les droits des personnes les plus exposées à la pauvreté, à l'exclusion, à la discrimination et aux crises.
- Un système multilatéral fort, fiable et efficace, capable de coordonner les réponses collectives aux défis mondiaux et de faire respecter les engagements internationaux.
- L'espace civique en tant que bien public et condition préalable à la participation, à la redevabilité et à la mise en œuvre.
- Un leadership local, doté de ressources réelles, de reconnaissance et d'un pouvoir de décision pour les acteurs les plus proches des communautés et les plus directement engagés dans la mise en œuvre du changement.
- Les avancées normatives de l'ère des ODD, notamment la reconnaissance du fait que le développement durable doit intégrer la justice sociale, l'égalité, la durabilité environnementale, la paix et les droits humains.



« Les organisations devront se montrer plus ciblées et plus déterminées, et se concentrer sur les résultats. »

Ce que nous demandons

- Un cadre post-2030 qui préserve l'ambition universelle des ODD tout en corrigeant leurs principales faiblesses — notamment en matière de financement, de redevabilité, de localisation et de mise en œuvre.
- Une réforme du financement au cœur du cadre, comprenant la restructuration et l'allègement de la dette, des conditions de prêt plus équitables, un accroissement des financements concessionnels, une mobilisation accrue des ressources nationales, la justice fiscale, la cohérence des politiques, un soutien prévisible à la société civile, ainsi que la mobilisation de ressources humaines, techniques et de capacités pour soutenir la mise en œuvre à tous les niveaux
- Un rôle formalisé, significatif et sûr pour la société civile tant dans la négociation que dans la mise en œuvre, avec une attention particulière portée à la participation des acteurs locaux et des groupes confrontés à l'exclusion politique ou structurelle.
- Une redevabilité renforcée grâce à des rapports et des examens obligatoires, transparents et réguliers, avec une surveillance indépendante et un rôle officiel pour la société civile et les acteurs locaux dans le suivi des progrès et l'identification des lacunes de mise en œuvre.
- Un cadre mieux à même de répondre aux réalités d'aujourd'hui, notamment le dérèglement climatique, l'érosion de la démocratie, les inégalités, les conflits, ainsi que les risques et les opportunités liés aux technologies émergentes.
- Un cadre qui reflète des responsabilités différenciées et des obligations universelles, y compris la nécessité pour les pays à revenu élevé de transformer les modèles économiques, financiers et de développement non durables et de renforcer la cohérence des politiques tant au niveau national qu'international.

Ce que nous refusons

- Un cadre édulcoré qui sacrifie l'universalité, une approche fondée sur les droits, l'égalité des genres, les libertés civiques ou l'ambition climatique au nom des considérations politiques.
- Le maintien d'un statu quo financier dans lequel des accords de dette injustes, un espace fiscal inégal et des engagements de financement faibles sapent la mise en œuvre et aggravent les inégalités.
- Des mécanismes de redevabilité qui restent volontaires, sélectifs ou performatifs, sans suivi, transparence ou correction significatifs.
- Une inclusion purement symbolique qui intègre la société civile ou les acteurs locaux dans les instances de haut niveau pour la forme, tout en les excluant de la définition des programmes, de la prise de décision et du suivi.
- Une gouvernance du développement qui élargit le rôle des acteurs privés ou philanthropiques sans garanties claires d'intérêt public, de surveillance démocratique et de redevabilité.

Ce cadre est délibérément politique. Il doit venir compléter — et non remplacer — une description proactive de la manière dont Forus et ses membres agiront. Cette dimension proactive transparaît dans les sections ci-dessous consacrées à l'engagement, aux outils, à la constitution de coalitions et au soutien adaptatif.



©Forus/Sebastian Barross - Marche féministe en Colombie

DEMANDES CLÉS : LES INCONTOURNABLES ET LES LIGNES ROUGES POUR LE RÉSEAU FORUS

Forus a identifié un ensemble de principes non négociables, d'éléments indispensables et de lignes rouges pour guider son plaidoyer sur l'agenda post-2030. Pris dans leur ensemble, ceux-ci reflètent une position politique collective : un futur cadre doit être inclusif dans son processus, universel et fondé sur les droits dans son principe, et crédible dans sa mise en œuvre.

Pilier 1: Un processus inclusif



Forus demande

- **Un rôle formalisé, significatif et protégé pour la société civile tout au long du processus de négociation**, s'appuyant sur les pratiques participatives les plus solides qui ont caractérisé les négociations sur les ODD.
- **Des voies structurées de participation au-delà de New York**, notamment des consultations régionales, un engagement décentralisé et une participation à distance renforcée.
- **La protection de la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique** comme conditions préalables à des négociations légitimes et à une mise en œuvre significative.
- **Des garanties contre les représailles, l'exclusion et les risques politiques pour les participants évoluant dans des environnements restrictifs**, notamment les femmes, les jeunes, les acteurs de terrain et les communautés marginalisées.



Les défis de Forus

- Des processus de participation qui sont symboliques, étroitement contrôlés ou inaccessibles à ceux qui ne sont pas présents dans les grands centres diplomatiques.
- Toute architecture de négociation qui exclut la société civile de la définition des résultats.

Pilier 2 : Principes universels et non négociables

→ *Forus demande*

- **Un cadre universel qui ne laisse personne de côté**, accordant une attention accrue à l'éradication de la pauvreté, à la discrimination, à l'exclusion et aux inégalités au sein des pays et entre eux.
- **Une véritable localisation**, où les acteurs et les communautés locales sont reconnus non seulement comme des acteurs de la mise en œuvre, mais aussi comme des décideurs, des détenteurs de connaissances et des acteurs de la redevabilité, en tirant parti des enseignements tirés des Examens Locaux¹Volontaires.
- **Une redevabilité allant au-delà de l'auto-évaluation volontaire**, grâce à des rapports et des examens obligatoires, transparents et réguliers, avec une surveillance indépendante et un rôle officiel pour la société civile et les acteurs locaux.
- **Une ambition combinée à des voies de mise en œuvre crédibles**, comprenant des étapes clés qui favorisent des progrès réels dans des contextes divers.

→ *Les défis de Forus*

- Un cadre édulcoré qui sacrifie les engagements universels fondés sur les droits au profit des considérations politiques, laissant pour compte les populations les plus vulnérables.
- Des systèmes de redevabilité qui restent volontaires, opaques, sélectifs ou purement de façade.
- Une localisation symbolique, sans ressources, sans reconnaissance ni pouvoir de décision.

©Both Nomads/Forus – coopérative de femmes à Marzuga



Pilier 3 : Un cadre adapté à son objectif et à un monde en mutation rapide

→ *Forus demande*

- **S'attaquer aux inégalités structurelles, et pas seulement aux symptômes**, notamment l'inégalité de l'espace fiscal, le fardeau de la dette, les asymétries de pouvoir dans la gouvernance mondiale et l'inégalité d'accès à la technologie et aux ressources.
- **Une réforme structurelle du financement**, comprenant la restructuration et l'allègement de la dette, l'amélioration des conditions de prêt, une mobilisation accrue des ressources nationales, la justice fiscale, une meilleure réglementation du financement mixte, la cohérence des politiques et un soutien prévisible à la société civile.
- **Justice climatique**, notamment des engagements plus fermes en matière d'adaptation, de résilience, de transitions justes et de reconnaissance des pertes et dommages.
- **Gouvernance des technologies émergentes**, notamment des garanties contre la surveillance, la désinformation et la mésinformation, l'inégalité d'accès, l'exclusion numérique et les préjudices liés à l'IA non réglementée, tout en promouvant des utilisations équitables et responsables de la technologie au service du développement durable.
- **La redevabilité publique dans les partenariats**, en veillant à ce que le rôle croissant des acteurs privés et philanthropiques n'affaiblisse pas les droits, la transparence, la surveillance démocratique ou les obligations publiques. Le cadre pour le post-2030 doit garantir que les obligations publiques, la transparence, les droits et la redevabilité ne soient pas affaiblis ou supplantés.
- **L'universalité par le biais d'une responsabilité différenciée**. Le cadre devrait refléter le fait que tous les pays ont des obligations, tout en reconnaissant les responsabilités historiques et actuelles disproportionnées des pays à revenu élevé en matière de dommages écologiques, de déséquilibres financiers et de trajectoires de développement non durables.
- **Reconnaissance de la paix, de la prévention des conflits et du respect du droit international comme conditions essentielles du développement durable**. Un cadre crédible post-2030 ne peut ignorer l'impact des conflits armés, de la militarisation et de l'impunité sur les résultats en matière de développement et la légitimité multilatérale.

→ *Les défis de Forus*

- Un cadre qui ignore l'injustice financière structurelle tout en continuant à s'appuyer sur un financement inadéquat ou inéquitable.
- Toute tentative d'externaliser les obligations publiques par le biais de partenariats ou d'accords opaques, faiblement réglementés ou purement transactionnels.
- Le silence sur les conflits, la paix et la redevabilité juridique dans un contexte d'escalade de la violence et d'érosion institutionnelle.

Ce que cela signifie pour les plateformes nationales



©Assemblée générale de Forus 2026

Les plateformes nationales, qui constituent le cœur des membres de Forus, joueront un rôle central dans l'élaboration du processus post-2030. Leur rôle ne consiste pas seulement à traduire les messages mondiaux en actions de plaidoyer nationales et régionales, mais aussi à suivre les signaux politiques dans leurs propres contextes, à identifier les opportunités et les risques dans l'espace civique, à influencer les positions nationales et régionales, et à intégrer des données probantes et les priorités des communautés dans un plaidoyer plus large. Forus devrait soutenir ce rôle par le biais de messages communs, d'analyses politiques, de coordination et d'un soutien différencié adapté aux contextes et aux capacités de ses membres.



©Assemblée générale de Forus 2026



ENGAGEMENT : TACTIQUES ET PÉRENNISATION

Compte tenu du degré élevé d'incertitude qui entoure le processus post-2030, Forus ne devrait pas fonder sa stratégie sur un seul résultat attendu. Il devrait plutôt adopter une approche résiliente qui conserve sa pertinence politique, quels que soient les scénarios envisagés : continuité, fragmentation ou réinitialisation. Les consultations menées au sein du réseau mettent en évidence un petit nombre de fonctions essentielles pour Forus, quelles que soient les circonstances : assurer le leadership et l'interprétation politique, rassembler et coordonner le réseau, amplifier les positions collectives, forger des alliances stratégiques et soutenir les membres opérant dans des environnements contraignants.

Leadership

Forus est idéalement placé pour jouer un rôle de premier plan dans l'orientation des discussions post-2030, notamment en apportant son expertise et son esprit d'innovation, et en jouant un rôle de surveillance. Forus a accumulé un palmarès impressionnant en matière d'engagement envers les ODD, tandis que sa portée mondiale lui permet de mener des actions de plaidoyer aux niveaux national, régional et mondial, en tirant parti des atouts tant du Secrétariat que de ses membres.

Prendre l'initiative dès le début

La période précédant le début des négociations officielles en 2027 est cruciale pour façonner le processus de négociation. Elle doit être mise à profit pour définir les termes du débat, établir les lignes rouges et les conditions non négociables, influencer l'architecture de la participation et identifier les alliés potentiels et les points de pression.

Relier le local au mondial

La présence mondiale de Forus lui permettra à la fois de façonner les débats au niveau national directement avec les États Membres, tout en veillant à ce que les voix locales et régionales soient véritablement représentées dans les forums internationaux de haut niveau. Cela doit également tenir compte de la diversité des territoires et des contextes au sein des nations, en veillant à ce que les réalités infranationales et locales, et pas seulement les positions au niveau national, soient prises en compte dans le plaidoyer mondial.

Construire des coalitions politiquement intelligentes

Dans un environnement mondial de plus en plus tendu, il sera plus important que jamais d'identifier des alliés et de former des coalitions, tant au sein de la société civile qu'avec les gouvernements locaux, les réseaux thématiques, les syndicats, les mouvements de jeunesse et féministes, les acteurs de défense des droits, ainsi que les États Membres et les blocs régionaux favorables à notre cause.

S'adapter au contexte et aux risques

Forus doit veiller à ce que son approche de plaidoyer soit suffisamment flexible pour soutenir ses membres travaillant dans des environnements civiques et politiques très différents. Dans certains contextes, les campagnes publiques peuvent être efficaces ; dans d'autres, un engagement plus discret, indirect ou fondé sur des coalitions peut s'avérer plus sûr et plus stratégique.

Suivre l'évolution, rester flexible

Si ces grandes lignes stratégiques resteront pertinentes dans tous les scénarios, Forus devra faire preuve de souplesse et adapter ses tactiques en fonction de l'évolution des négociations. Le tableau ci-dessous présente comment les tactiques évolueront selon les différents scénarios :

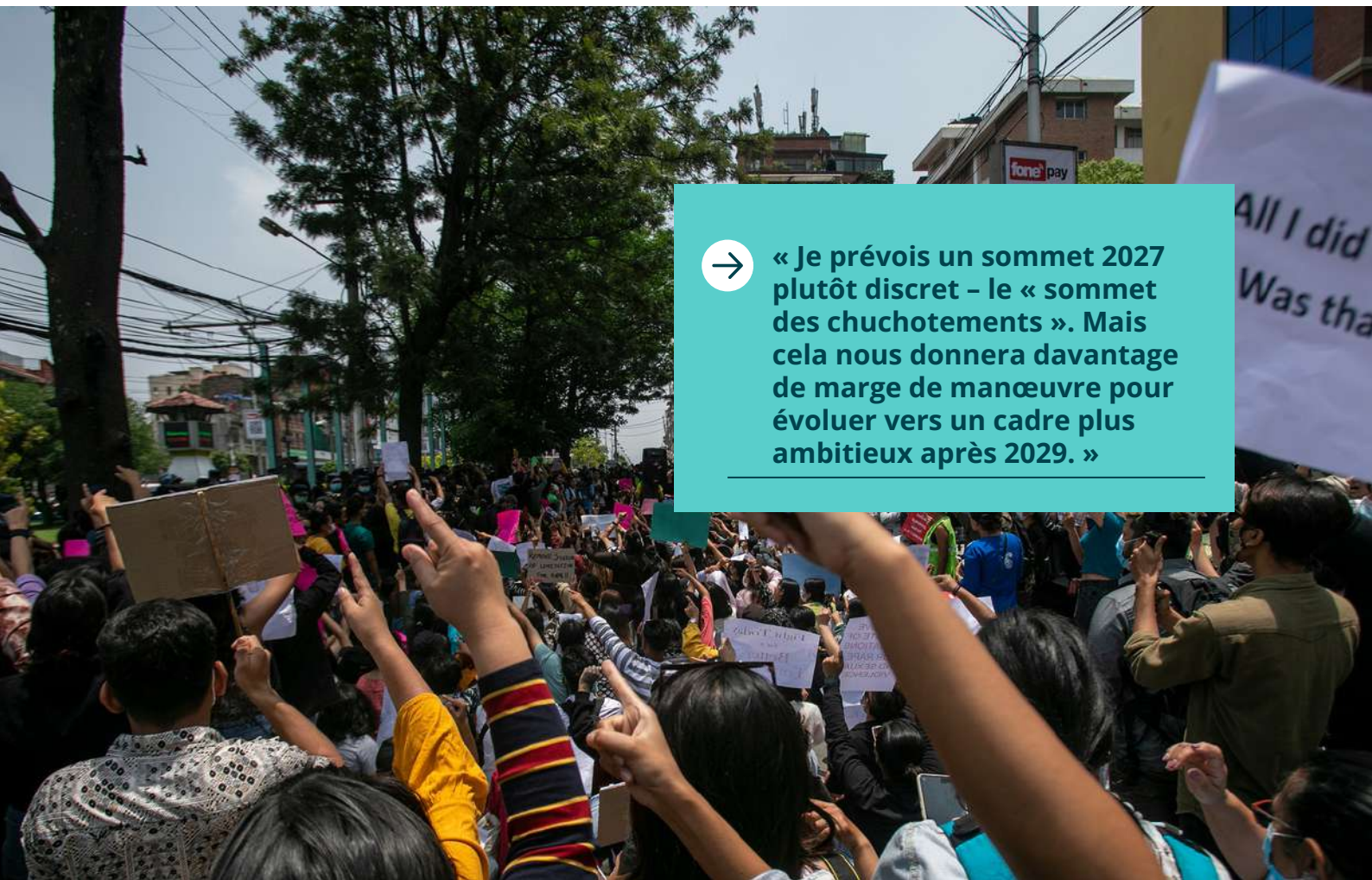
Tactique	Fragmentation	Continuité	Réinitialisation
Leadership	Identifier les priorités thématiques qui peuvent être sauvées et empêcher l'échec des négociations	Défendre l'ambition et éviter toute dilution	Fixer des normes ambitieuses et innovantes et éviter tout recul
Initiative précoce	Identifier des coalitions thématiques pour préserver les éléments non négociables et indispensables. Identifier rapidement les principaux obstacles à un accord et proposer des solutions.	Définir des positions et des messages clairs, défendre les ODD et identifier les lacunes	Consulter largement les membres pour identifier des approches innovantes et nouvelles
Du local au mondial	Explorer les moyens de mieux intégrer les voix locales dans les structures régionales.	Faire entendre les voix nationales et locales dans les forums mondiaux	Tirer parti de ce nouveau départ pour promouvoir une véritable réforme structurelle en faveur de la localisation.
Alliés et coalitions	Mettre l'accent sur les regroupements régionaux et thématiques pour préserver les " incontournables "	Équilibrer la formation de coalitions de haut niveau pour influencer le processus avec des coalitions thématiques pertinentes	Identifier et impliquer les nouveaux blocs émergents, en formant des coalitions pour éviter tout recul.
Trouver le juste équilibre	Donner la priorité à l'engagement privé sur des questions moins " sensibles " dans des environnements plus fermés, afin de réduire le risque de représailles.	Veiller à ce que l'approche de plaidoyer soit flexible et puisse s'adapter à tous les contextes, ouverts ou fermés.	Mettre l'accent sur un plaidoyer public énergique dans des environnements plus ouverts tout en préservant un espace pour ceux qui sont exposés à des risques politiques.

Pour rester flexible, il est essentiel de surveiller **les signaux** ou indicateurs qui indiquent que l'environnement de négociation évolue entre différents scénarios, notamment la détérioration des négociations multilatérales, l'aggravation de l'espace civique ou les représailles, les changements de position des États Membres à la suite d'élections ou de crises, et les ouvertures vers un leadership régional plus fort ou de nouvelles alliances. Ceux-ci pourraient inclure, sans s'y limiter :

- **Progrès des négociations** : des signes indiquant que les négociations sont tendues, voire sur le point d'échouer, tels que le retrait de grandes puissances, une baisse significative des ambitions ou des actions politiques unilatérales importantes visant apparemment à faire dérailler le dialogue ou à prendre le contrôle de l'ordre du jour.
- **Inclusivité** : un affaiblissement supplémentaire du rôle de la société civile, tel que l'exclusion délibérée de certaines parties des négociations, ou une détérioration significative de l'espace civique au niveau régional ou national dans des circonscriptions clés.
- **Évolutions politiques** : Évolutions politiques régionales ou nationales indiquant que le soutien des États Membres à un nouvel agenda ambitieux s'affaiblit, comme l'élection de dirigeants ouvertement hostiles au multilatéralisme ou aux ODD.

Cela suggère un rôle pour Forus dans la veille prospective continue et l'alerte interne : aider les membres à interpréter les changements politiques, à identifier rapidement les opportunités ou les risques, et à adapter leur plaidoyer en conséquence.

©Sanjog Manandhar/Forus

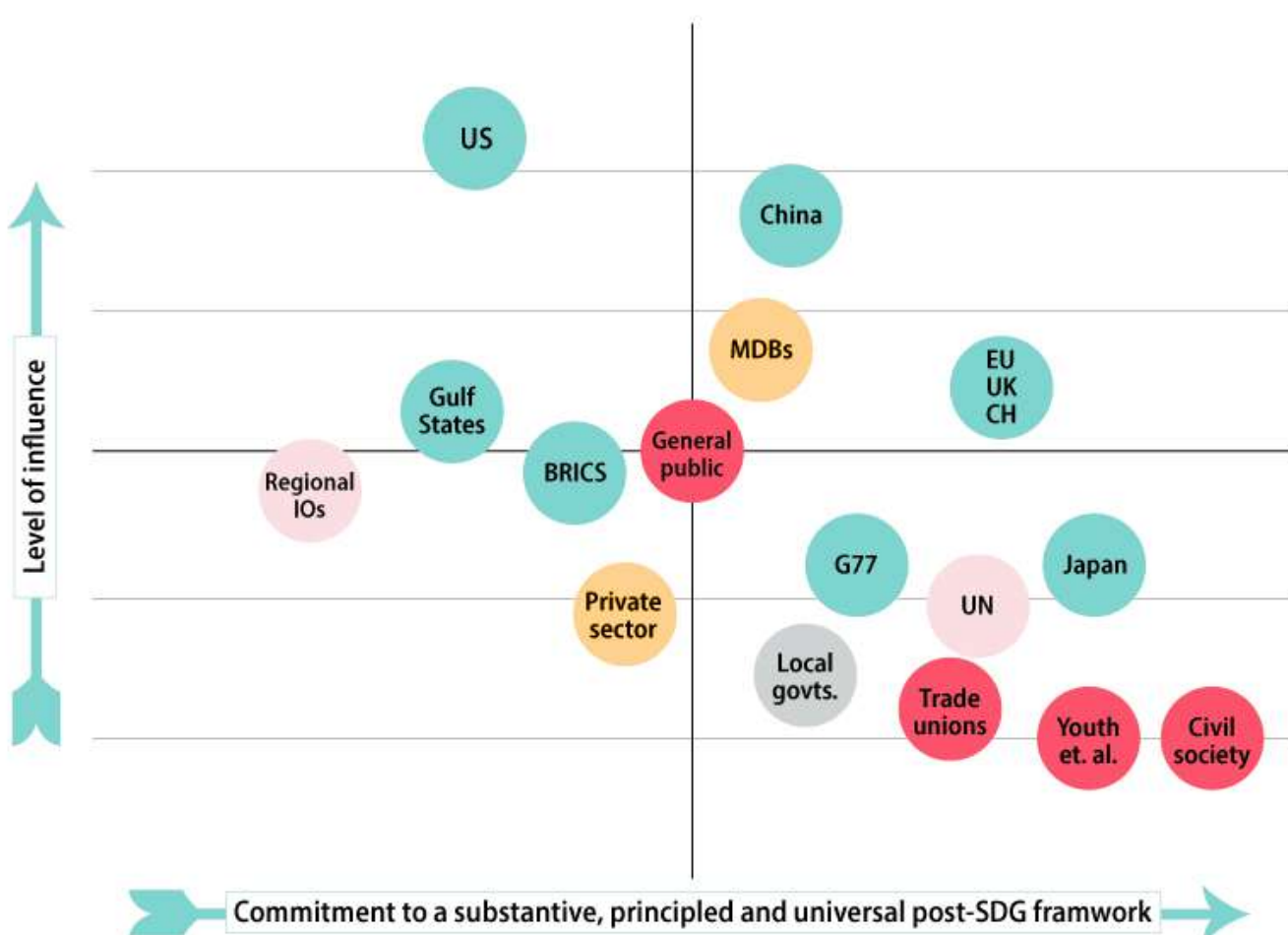


« Je prévois un sommet 2027 plutôt discret – le « sommet des chuchotements ». Mais cela nous donnera davantage de marge de manœuvre pour évoluer vers un cadre plus ambitieux après 2029. »

PARTIES PRENANTES ET AVANCÉES

Un large éventail d'acteurs façonnera le processus post-2030, et leurs positions sont susceptibles d'évoluer au fil du temps. Identifier qui sont ces acteurs et comment ils peuvent être influencés sera essentiel pour façonner le processus – tout comme veiller à ce que le message de Forus ne cible pas uniquement les alliés déjà acquis, mais qu'il parvienne également à convaincre les acteurs plus sceptiques. Leurs positions ne seront pas figées, et les alliances sont susceptibles d'évoluer au fil du temps. Forus a donc besoin d'une approche des parties prenantes qui soit politiquement alerte, régulièrement mise à jour et différenciée selon les régions et les enjeux.

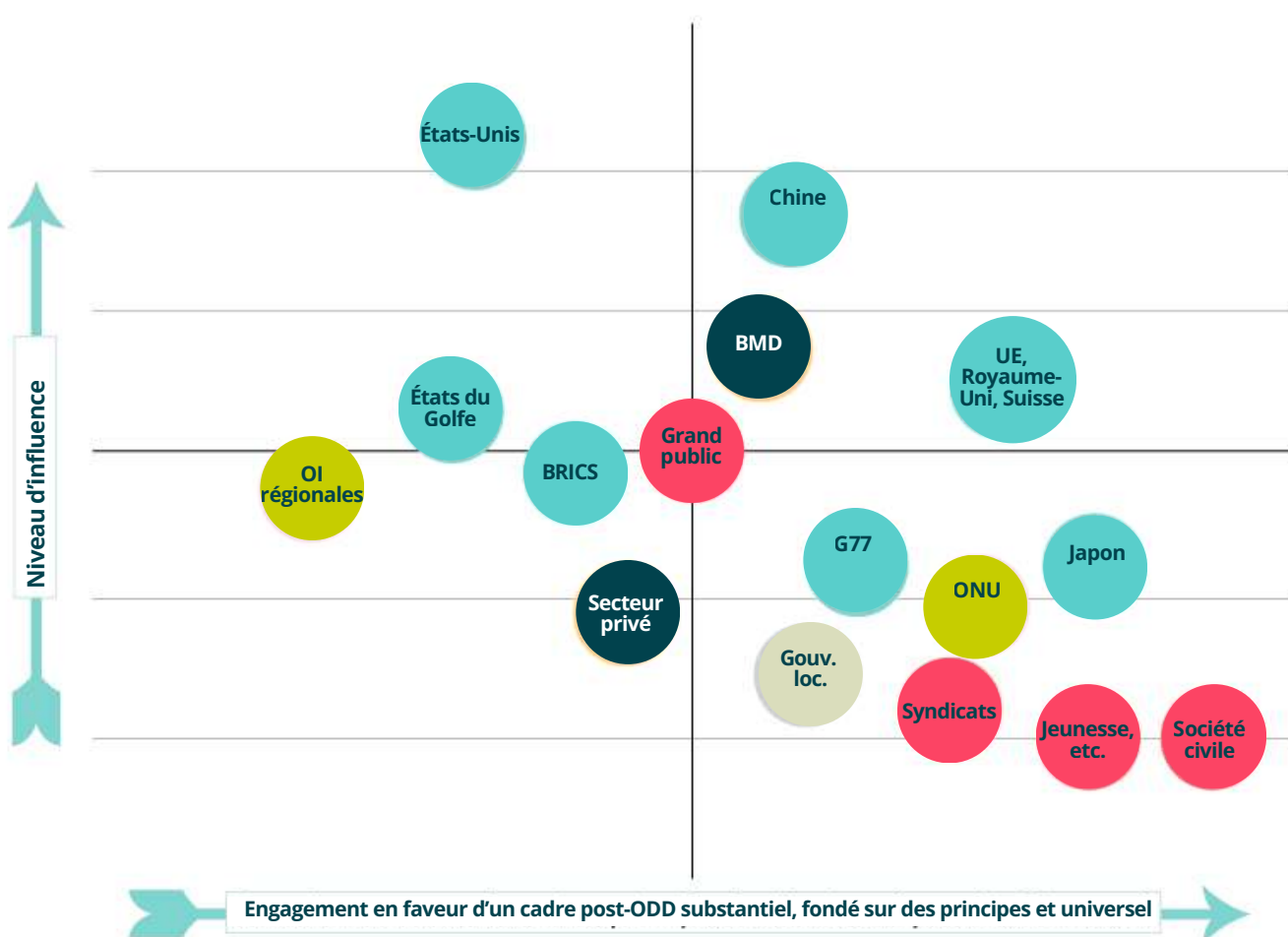
Carte d'influence des acteurs clés



PARTIES PRENANTES ET AVANCÉES

Un large éventail d'acteurs façonnera le processus post-2030, et leurs positions sont susceptibles d'évoluer au fil du temps. Identifier qui sont ces acteurs et comment ils peuvent être influencés sera essentiel pour façonner le processus – tout comme veiller à ce que le message de Forus ne cible pas uniquement les alliés déjà acquis, mais qu'il parvienne également à convaincre les acteurs plus sceptiques. Leurs positions ne seront pas figées, et les alliances sont susceptibles d'évoluer au fil du temps. Forus a donc besoin d'une approche des parties prenantes qui soit politiquement alerte, régulièrement mise à jour et différenciée selon les régions et les enjeux.

Carte d'influence des acteurs clés



États Membres et blocs d'États Membres

De nombreux États bailleurs de fonds traditionnels sont soit de plus en plus indifférents à l'agenda mondial du développement, soit ouvertement hostiles à celui-ci. Ces gouvernements bailleurs de fonds traditionnels de l'OCDE-CAD peuvent rester influents, mais ils sont de plus en plus contraints par la politique intérieure, une volonté politique en déclin et des approches plus transactionnelles de la coopération au développement. Dans le même temps, des acteurs tels que le G77, les BRICs, les puissances moyennes émergentes et les États du Golfe sont susceptibles de jouer un rôle croissant dans l'orientation politique du processus. Forus devrait donc éviter de s'appuyer uniquement sur ses alliés traditionnels et rechercher plutôt des constellations de soutien qui se recoupent autour de demandes fondamentales.

Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
États-Unis	Sans doute l'acteur le plus influent pour l'agenda mondial du développement ; auparavant essentiel au financement et au soutien politique d'un nouveau cadre.	L'administration actuelle est ouvertement hostile au multilatéralisme en général et aux ODD en particulier. Son engagement en faveur du financement et d'un nouveau cadre universel est très incertain, mais pourrait évoluer en fonction des résultats des élections clés.	Identifier les questions qui intéressent l'administration américaine actuelle, telles que la santé publique. Réévaluer et adapter le plaidoyer en fonction des résultats des élections de 2028.
États Membres de l'UE, Norvège, Suisse et Royaume-Uni	Piliers traditionnels de l'agenda mondial du développement, mais pour des raisons politiques et financières internes, ils sont susceptibles de jouer un rôle moins influent par rapport aux ODD.	Probablement favorables à la poursuite des ODD, en mettant l'accent sur les droits et l'universalité ; engagement fort en faveur des transformations économiques vertes et numériques ; approche du développement de plus en plus transactionnelle (par exemple, Global Gateway)	Alignement idéologique, mais des questions subsistent quant à la volonté politique et aux incitations financières. S'engager dans des campagnes de coalition pour créer une pression publique. Pour le plaidoyer auprès des pays à revenu élevé, Forus devrait combiner les demandes de financement extérieur avec des appels plus fermes en faveur de la transformation nationale, de la cohérence des politiques et de la redevabilité vis-à-vis des voies de développement non durables.
Chine	Très influente en matière de financement et de leadership politique. Son adhésion est essentielle pour le nouvel agenda de développement.	Soutient l'ONU, la coopération internationale / l'ordre multipolaire et l'agenda de développement. Peut jouer un rôle clé dans l'action climatique et la création d'un cadre numérique / d'IA. Mais résistera probablement à un discours fondé sur les droits humains ou à des efforts perçus comme visant à porter atteinte à la "souveraineté".	Les canaux de plaidoyer directs peuvent être limités, mais les plateformes nationales peuvent offrir des points d'entrée contextuels. Forus devrait combiner un positionnement de principe sur les droits avec un engagement concret sur des priorités communes, telles que les questions climatiques et de genre.



Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
G77	Susceptible de jouer un rôle plus influent que lors des négociations sur les ODD, essentiel pour garantir un soutien mondial continu et large au cadre post-ODD.	Soutient globalement l'agenda mondial du développement, mais s'intéresse à la lutte contre les inégalités entre le Sud Global et le Nord Global. Fort engagement en faveur de l'égalisation des règles du jeu financières, y compris l'allègement et la restructuration de la dette, et l'amélioration de la génération de recettes nationales.	Identifier les champions régionaux qui soutiennent l'agenda de développement, comme la Colombie. Mener des actions de plaidoyer au niveau national pour soutenir les appels de Forus en faveur d'une réforme financière.
BRICS	Les BRICs élargis comprennent un groupe croissant de " puissances moyennes " dont le poids politique ne cesse de s'accroître.	L'engagement envers l'agenda mondial du développement varie d'un État Membre à l'autre, bien qu'il y ait un engagement global en faveur d'une gouvernance mondiale multipolaire et d'une réduction de la dépendance vis-à-vis des institutions financières occidentales.	Rechercher un terrain d'entente sur les questions de réforme financière et d'autres priorités thématiques, telles que l'éradication de la pauvreté et l'éducation.
Japon	Influent tant sur le fond, notamment en matière de réduction des risques de catastrophe, de santé mondiale, d'eau et d'assainissement, que sur les négociations, le Japon s'est porté volontaire pour diriger le processus.	Favorable à la poursuite des ODD et motivé par la perspective d'un résultat positif.	Concentrer les efforts de plaidoyer initiaux sur la nécessité d'un processus inclusif avec une forte présence de la société civile.
Inde	Leadership du Sud Global.	Acteur structurel porteur de réformes (par exemple, le plus fervent défenseur d'un siège permanent – G4). Susceptible de jouer un rôle clé dans les réformes structurelles et la représentation du Sud Global, la justice de la dette et le financement climatique.	Les canaux de plaidoyer directs peuvent être limités, mais les plateformes nationales peuvent offrir des points d'entrée contextuels.
États du Golfe	De plus en plus affirmés dans les forums mondiaux de politique et de coopération au développement.	Souhaitent faire preuve de leadership et exercer une influence en tant que bailleurs de fonds, mais sont susceptibles de s'opposer à un agenda inclusif fondé sur les droits.	Explorer les possibilités de plaidoyer sur des thèmes communs, tels que l'éducation.

International and regional organisations and bodies

Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
ONU	Susceptibles de mener les négociations, bien que leur influence soit compromise par des contraintes financières et un processus de réforme incertain. Influentes en tant que forum pour établir des normes en matière de droits et d'objectifs de développement, mais moins en matière de financement.	Fort engagement en faveur de la poursuite des ODD. Le nouveau Secrétaire Général devrait être incité à mener à bien le processus de négociation.	Forus devrait s'engager dès le début, en coalition avec d'autres ONG, pour garantir un processus de négociation inclusif.
Les organisations intergouvernementales régionales (notamment l'UA, l'UE et l'OEA), y compris les organisations sous-régionales (notamment l'ASEAN, la CEDEAO, la CEEAC et la SAARC)	Jouent un rôle influent dans l'élaboration d'un consensus régional. Risquent de jouer un rôle plus crucial en cas d'échec des négociations ou de régionalisation de l'agenda du développement.	Très hétérogènes et difficiles à généraliser, mais globalement favorables aux agendas de développement, avec des priorités différentes selon les régions.	S'impliquer dans les processus de consultation régionaux. Plaider en faveur de l'élaboration d'agendas de développement régionaux.
Organismes et forums thématiques intergouvernementaux, tels que la COP	Peu susceptibles d'être directement impliqués dans les négociations, mais pourraient prendre de l'importance, en particulier si les négociations échouent dans un scénario de "fragmentation".	Intéressés par la mobilisation d'un soutien mondial pour des questions thématiques, telles que la crise climatique, la nutrition ou l'énergie.	Construire des alliances avec des coalitions d'OSC thématiques pour explorer des actions de plaidoyer conjointes.



« Recueillir des données, recenser ce qui existe et fonctionne bien, étendre ces pratiques à plus grande échelle et élaborer un cadre conceptuel : voilà ce qui devrait servir de base aux niveaux législatif et politique. »

Acteurs publics infranationaux

Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
Collectivités locales, municipalités et maires	Essentiels pour la mise en œuvre "du dernier kilomètre", mais souvent négligés dans les négociations ou les forums politiques de haut niveau.	Favorables à la réforme financière et à la localisation, garantissant des ressources directement aux acteurs locaux.	Alliés dans la promotion de la localisation et du renforcement des cadres de suivi et de reporting au niveau local.

Acteurs financiers

Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
Banques multilatérales de développement (BMD) et banques publiques de développement (BPD)	Acteurs importants dans les débats sur le financement du développement, la mise en œuvre et la réforme, en particulier à mesure que l'APD traditionnelle diminue et que de nouveaux modèles de financement gagnent en importance.	Soutiennent globalement la réforme du financement du développement et s'engagent de plus en plus dans les domaines du climat, de la résilience et du financement mixte, bien qu'ils se montrent souvent prudents face aux propositions qui remettent en cause les modèles de gouvernance financière dominants.	S'engagent sur les questions de dette, de financement concessionnel, de garanties en matière de financement mixte, de justice climatique et d'alignement sur les objectifs de développement d'intérêt public. Plaident en faveur de la transparence, de la redevabilité et d'approches de financement qui élargissent plutôt que de restreindre la marge de manœuvre fiscale.

Secteur privé	Susceptible d'influencer de plus en plus les débats sur la gouvernance et le financement du développement. Si certains peuvent s'aligner sur les normes climatiques, la durabilité ou les cadres d'investissement, leur influence croissante soulève également des inquiétudes concernant la mainmise des entreprises, la faiblesse de la redevabilité et le transfert des obligations publiques. Forus doit donc s'engager de manière sélective, défendre des garanties solides d'intérêt public et surveiller de près les risques.	Soucieux de maintenir un environnement financier mondial stable. De plus en plus sollicités comme partenaires de développement par les bailleurs de fonds traditionnels.	S'engager de manière sélective sur les normes d'intérêt public, la responsabilité climatique, la redevabilité et la réglementation, tout en surveillant de près les risques de captation par les entreprises, d'écoblanchissement et de transfert des obligations publiques.
----------------------	--	--	--



Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
Philanthropie	Gagne en importance en tant que nouvel acteur du financement du développement, aux côtés du secteur privé, des BMD et des BDP, alors que l'APD traditionnelle diminue.	Axées sur leur mission et généralement favorables à l'agenda du développement, mais avec leurs propres priorités stratégiques. Peuvent s'opposer à la politisation de l'octroi de subventions.	Explorer son rôle en tant que bailleur de fonds potentiel pour renforcer les capacités de la société civile en matière de plaidoyer pour le post-2030. Surveiller les risques de captation par les entreprises dans l'agenda du développement.
FMI	Acteur clé dans les cadres de restructuration de la dette et les conditions de prêts concessionnels, qui affectent directement l'espace fiscal dont disposent les gouvernements des pays du Sud Global pour leurs dépenses de développement. Influence significative sur l'espace politique national.	Engagé en faveur de la stabilité macroéconomique ; de plus en plus impliqué dans la finance sensible au climat. Susceptible de s'opposer à toute formulation présentant la dette comme une question de justice ou remettant en cause son modèle de conditionnalité structurelle.	Plaider en faveur de garanties protégeant les dépenses sociales, l'espace civique et les mesures de réduction des inégalités ; promouvoir la transparence et la participation à la conception des programmes ; s'aligner sur le plaidoyer en faveur de la réforme de la dette. S'engager par le biais de coalitions d'OSC œuvrant pour la justice en matière de dette et la réforme financière. Amplifier les voix des membres de Forus issus de pays fortement endettés. Plaider en faveur d'une réforme du FMI qui aborde les contraintes de marge de manœuvre fiscale et la mobilisation des ressources nationales, telles qu'identifiées par les membres de Forus dans toutes les régions.



Others

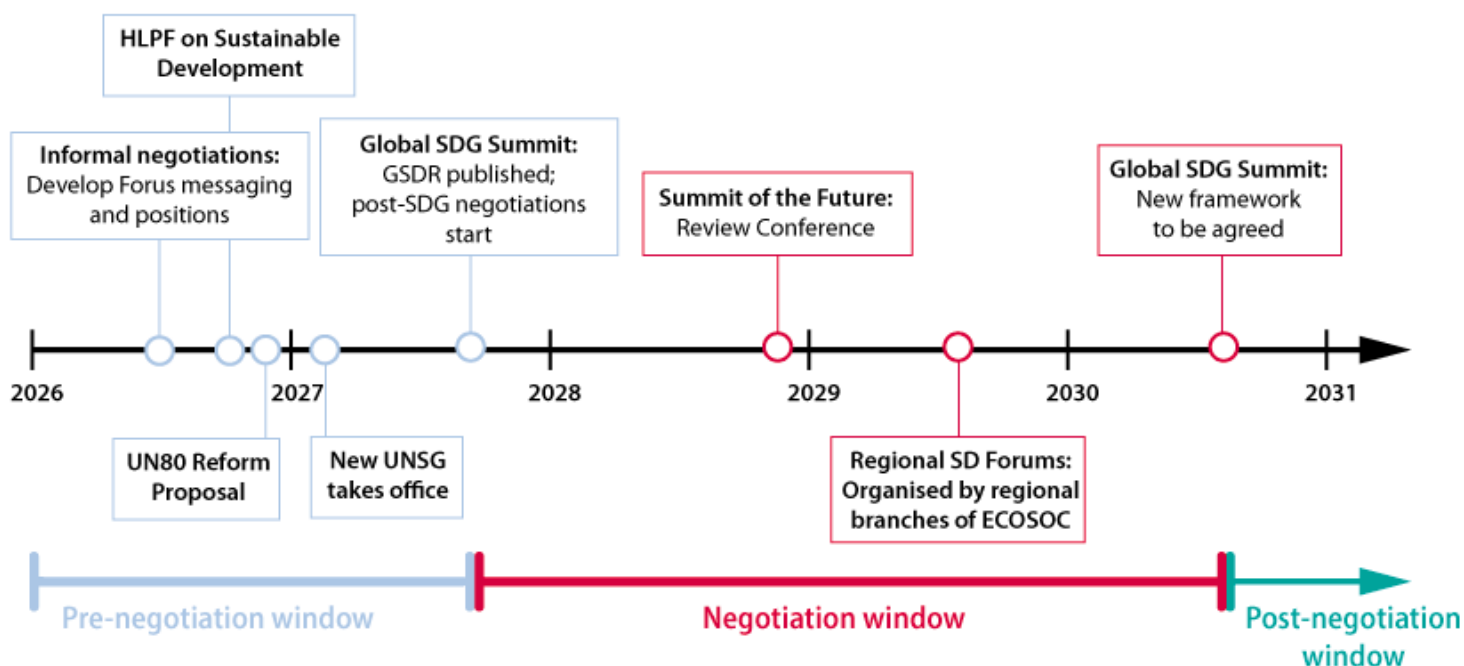
Acteur	Domaines d'influence	Incitations et lignes rouges	Avancées et demandes de Forus
Organisations de la société civile et mouvements engagés en faveur d'un développement inclusif, fondé sur les droits et la redevabilité	Influence réduite par rapport aux négociations sur les ODD, mais reste un acteur clé pour promouvoir un cadre post-2030 fondé sur des principes et inclusif.	Incités à promouvoir un processus inclusif. Une capacité de plaidoyer réduite signifie une ouverture probable à des coalitions élargies.	Identifier des alliés, y compris des coalitions thématiques. Veiller à ce que Forus complète d'autres efforts de plaidoyer en mettant l'accent sur les voix locales.
Groupes de jeunes et autres groupes d'intérêt, tels que les organisations de femmes	Souvent très organisés, mais avec une influence relativement limitée sur les négociations. Alliés potentiels des ONG.	Incités à promouvoir un processus inclusif et un agenda de développement universel continu.	Identifier des alliés pour promouvoir un processus inclusif.
Syndicats	Exercent une influence par l'intermédiaire du groupe thématique " Travailleurs et syndicats ".	Incités à veiller à ce que le cadre post-2030 contienne des garanties en faveur du " travail décent " (ODD 8).	Alliés dans la lutte pour la justice financière, la liberté d'association et le droit au travail.
Grand public	Essentiels pour créer une pression publique au niveau national, tant dans les pays du Sud Global que dans ceux du Nord Global, en faveur de la solidarité mondiale.	Les bouleversements mondiaux ont affaibli le soutien du public à la coopération internationale et à l'aide au développement.	Le plaidoyer public doit mettre l'accent sur les réalisations des ODD et présenter des arguments en faveur d'un cadre mondial ambitieux.



« La fragmentation n'est pas la pire chose au monde ; la régionalisation pourrait bien être le meilleur moyen d'atteindre [les objectifs fixés]. »

FENÊTRES ET MOMENTS CLÉS POUR LE PLAIDOYER

Pour influencer le cadre post-2030, Forus devra combiner un positionnement à long terme avec des interventions opportunes lors des fenêtres clés de plaidoyer. Les processus multilatéraux formels auront leur importance, mais ils ne suffiront pas à eux seuls. L'influence dépendra également du plaidoyer mené dans les capitales nationales, de l'engagement par le biais d'organismes régionaux, du travail en coalition avec la société civile et les mouvements sociaux, ainsi que de la capacité à réagir rapidement aux ouvertures ou aux menaces politiques.



Fenêtres clés

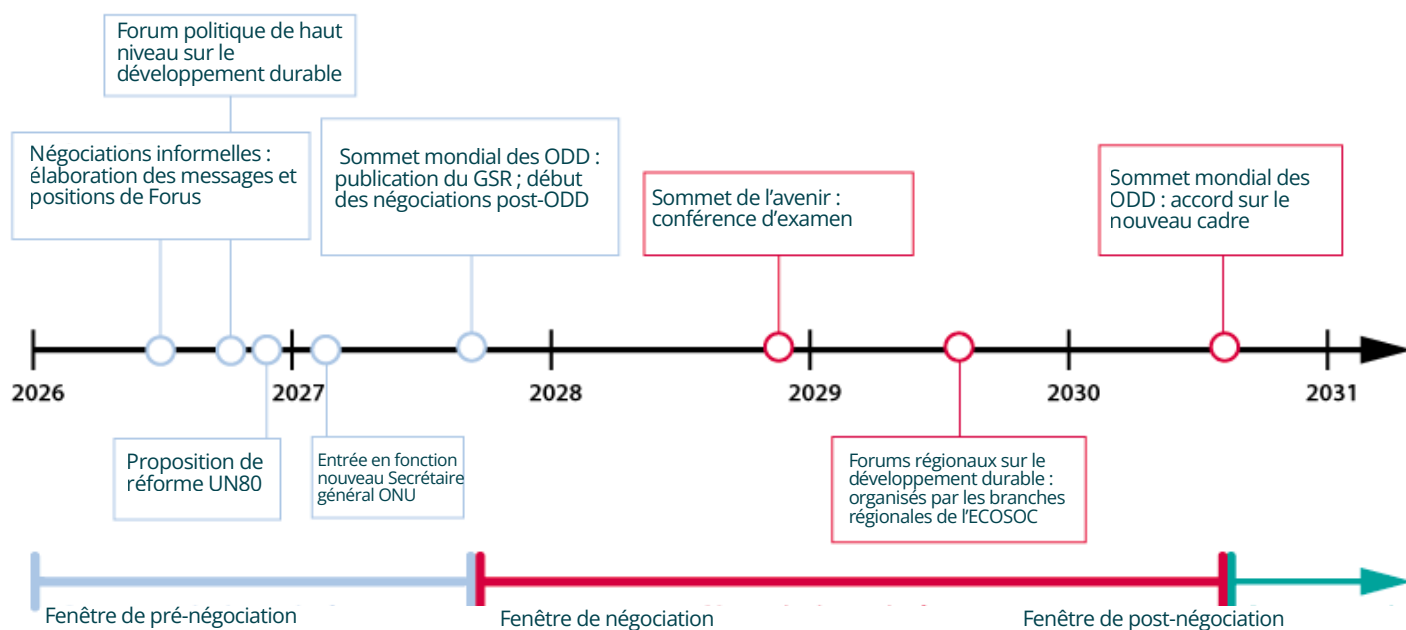
Il existe globalement trois fenêtres de plaidoyer que Forus et ses membres doivent cibler en lien avec l'agenda post-2030, avec des tactiques et des priorités différentes pour chacune :

Fenêtre de pré-négociation (avant septembre 2027)

Il s'agit de la fenêtre la plus importante pour définir à la fois les termes du débat et les règles du processus. Forus peut donner la priorité au plaidoyer en faveur de la participation, de la transparence et de l'inclusion, tout en définissant des messages clairs à l'échelle du réseau sur les lignes rouges, les éléments indispensables et les priorités de fond. Cette période devrait être mise à profit pour mener des discussions informelles avec des alliés dans les États Membres et au sein de la société civile, façonner les attentes concernant le processus de négociation lui-même et commencer à positionner tôt les demandes fondamentales de Forus. Cela devrait inclure l'identification des ouvertures nationales et régionales où les membres peuvent déjà commencer à influencer les positions des gouvernements, le cadrage du discours et les attentes concernant la participation de la société civile.

FENÊTRES ET MOMENTS CLÉS POUR LE PLAIDOYER

Pour influencer le cadre post-2030, Forus devra combiner un positionnement à long terme avec des interventions opportunes lors des fenêtres clés de plaidoyer. Les processus multilatéraux formels auront leur importance, mais ils ne suffiront pas à eux seuls. L'influence dépendra également du plaidoyer mené dans les capitales nationales, de l'engagement par le biais d'organismes régionaux, du travail en coalition avec la société civile et les mouvements sociaux, ainsi que de la capacité à réagir rapidement aux ouvertures ou aux menaces politiques.



Fenêtres clés

Il existe globalement trois fenêtres de plaidoyer que Forus et ses membres doivent cibler en lien avec l'agenda post-2030, avec des tactiques et des priorités différentes pour chacune :

Fenêtre de pré-négociation (avant septembre 2027)

Il s'agit de la fenêtre la plus importante pour définir à la fois les termes du débat et les règles du processus. Forus peut donner la priorité au plaidoyer en faveur de la participation, de la transparence et de l'inclusion, tout en définissant des messages clairs à l'échelle du réseau sur les lignes rouges, les éléments indispensables et les priorités de fond. Cette période devrait être mise à profit pour mener des discussions informelles avec des alliés dans les États Membres et au sein de la société civile, façonner les attentes concernant le processus de négociation lui-même et commencer à positionner tôt les demandes fondamentales de Forus. Cela devrait inclure l'identification des ouvertures nationales et régionales où les membres peuvent déjà commencer à influencer les positions des gouvernements, le cadrage du discours et les attentes concernant la participation de la société civile.

Fenêtre de négociation (septembre 2027 – septembre 2030)

La période de négociation proprement dite est cruciale pour formuler le langage, les objectifs et les engagements qui constitueront l'essentiel du cadre mondial de développement pour le post-2030. Forus et ses membres peuvent chercher à exercer une influence par plusieurs canaux : la participation aux négociations formelles au niveau des Nations unies, en utilisant les canaux établis pour les OSC ; des négociations informelles de haut niveau avec les États Membres et d'autres acteurs à New York et au-delà ; et un plaidoyer privé et public au niveau national, car la prise de décision concernant le cadre post-2030 repose en fin de compte dans les capitales des États Membres. Au cours de cette phase, Forus devrait également s'attacher à affiner ses messages et ses positions politiques, en les rendant plus concrets et détaillés afin d'influencer directement la formulation du futur cadre. Si possible, Forus pourrait également envisager de renforcer ses effectifs à New York pendant les négociations.

Fenêtre post-négociation (après 2030)

Une fois le cadre adopté, l'accent devra être mis sur la redevabilité, la mise en œuvre et le suivi. Forus devrait être bien placé pour allier un leadership mondial à des données ancrées localement, à un suivi et à des pressions en faveur d'une mise en œuvre équitable et inclusive. La nature de ce plaidoyer dépendra des mécanismes de rapport et d'autres dynamiques établis dans le nouvel accord, mais la large portée de Forus – avec une forte présence régionale et nationale – le place en position de force pour allier un leadership mondial à la mise en avant des données et des voix locales.

©Assemblée générale de Forus 2026



Moments clés

Il existe plusieurs moments clés à cibler pour le plaidoyer d'ici 2030 aux niveaux international, régional et national. Parmi ceux-ci figurent :

Niveau	Moments
International	• Les forums mondiaux de haut niveau sur le développement, notamment les Forums Politiques de Haut Niveau annuels sur le développement durable, le Moment ODD pendant la semaine de haut niveau de l'Assemblée Générale des Nations unies, les sommets sur les ODD en 2027 et 2030, la conférence de suivi du Sommet de l'Avenir en 2028 et le lancement du Rapport Mondial sur le Développement Durable en 2027. • Les forums mondiaux thématiques, tels que les COP annuelles, la Conférence des Nations unies sur la Biodiversité de 2026 ou la COP de la Convention des Nations Unies contre la Désertification (UNCCD) de 2026. • Les forums politiques internationaux permanents de haut niveau, tels que l'Assemblée Générale des Nations unies, les sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et les processus pertinents du G20/G7, ainsi que le Forum Economique Mondial (FEM) en tant qu'espace de rassemblement où se forment les discours et les alliances.
Régional	• Forums régionaux sur le développement durable, organisés par les branches régionales de l'ECOSOC. • Sommets permanents de haut niveau des organisations intergouvernementales régionales, notamment l'Union africaine, l'OEA, la CEDEAO, la CEEAC, l'ASEAN et la SAARC.
National	• Forums nationaux sur le développement et processus de suivi, y compris l'élaboration et la soumission des examens nationaux volontaires (ENV) et des examens locaux volontaires (ELV). • Forums nationaux sur les ODD, en particulier lorsque les gouvernements préparent ou présentent des ENV. • Les élections nationales doivent être abordées de manière stratégique et sur la base d'évaluations approfondies des risques, compte tenu des sensibilités politiques. Ce plaidoyer peut être délicat, en particulier s'il est perçu comme une politisation de l'agenda du développement. Les méthodes d'engagement pourraient inclure la mise en place de "listes de contrôle" publiques en matière de développement pour tous les partis pendant la campagne, ou un plaidoyer ciblé et privé après les élections auprès des nouveaux élus.

Pour un calendrier détaillé des moments clés au niveau international et régional, et pour savoir comment Forus peut s'y engager, voir l'annexe I : Feuille de route de plaidoyer et note de mise en œuvre.

OUTILS, PRODUITS ET ACTIONS

Afin d'influencer l'élaboration d'un nouveau cadre mondial de développement, les membres de Forus ont recensé toute une série de produits, d'outils et d'autres actions que le réseau peut mettre en œuvre. Pour soutenir un travail de plaidoyer à l'échelle du réseau, à travers les pays, les régions et les différents scénarios, les produits mondiaux doivent être flexibles et adaptables aux contextes concernés. Pour un calendrier détaillé indiquant comment et quand déployer les différentes initiatives, voir l'annexe I : *Feuille de route pour le plaidoyer et note de mise en œuvre*.

Initiative	Domaines d'influence	Public cible et opportunités
Cartographie des capacités et des priorités des membres en matière de plaidoyer	Forus devrait cartographier les capacités d'engagement, l'espace politique et les priorités de ses membres dès le début du processus. Cela permettrait d'identifier les domaines où le leadership, la coordination et le soutien sont les plus nécessaires, ainsi que ceux où des stratégies différenciées sont requises pour des environnements plus restreints. De même, cartographier les priorités des membres de Forus aiderait à affiner et à enrichir les demandes de plaidoyer, garantissant ainsi que les voix nationales et locales soient au cœur du travail d'influence de Forus. Cela pourrait servir de base à la création d'un groupe de travail interne de Forus sur la vision post-2030, chargé d'assurer le leadership et de coordonner le travail d'influence du réseau jusqu'en 2030.	D'abord largement interne, cette initiative – mais la cartographie, la communication et la coordination – constituerait la base de tout le plaidoyer futur d'ici 2030.

Initiative	Domaines d'influence	Public cible et opportunités
Messages à l'échelle du réseau	Forus devrait élaborer des messages concis et percutants à l'échelle du réseau, combinant un petit nombre de demandes politiques communes avec suffisamment de flexibilité pour s'adapter aux réalités régionales et aux différents scénarios. Ces messages devraient commencer par un message général, définissant les priorités et les éléments indispensables, puis être progressivement affinés tout au long du processus. Les messages devraient rester rigoureux et mémorables, permettant aux membres de s'exprimer d'une seule voix tout en tenant compte des nuances régionales.	Membres ; société civile ; États Membres ; ONU et autres organisations intergouvernementales mondiales et régionales. Les messages peuvent être utilisés dans toutes les occasions de plaidoyer, publiques et privées.
Notes d'orientation et prises de position	Le document de vision devrait être suivi de documents d'orientation plus détaillés qui précisent les demandes spécifiques en matière de participation, de financement, de redevabilité, de localisation, de justice climatique, de gouvernance technologique et d'engagement des parties prenantes. Ces notes d'orientation doivent être percutantes, captivantes et ciblées, afin de se démarquer du bruit ambiant et d'atteindre des décideurs politiques très occupés et disposant d'un temps limité, tout en s'appuyant sur le corpus de recherche existant et exhaustif de Forus. Comme pour les messages, veillez à ce que les documents d'orientation soient adaptables à différents contextes et scénarios, et passez progressivement de documents généraux à des documents plus détaillés au fur et à mesure que le processus avance.	Membres ; société civile ; États Membres ; ONU et autres organisations intergouvernementales mondiales et régionales.
Production ciblée de données probantes	Forus devrait identifier un nombre limité de lacunes stratégiques en matière de données probantes où il peut apporter une valeur ajoutée — en particulier sur le financement, l'espace civique, la redevabilité, la localisation et ce qui a fonctionné dans la mise en œuvre des ODD — et produire des documents directement utilisables dans le cadre du plaidoyer.	Membres ; États Membres ; ONU et autres organisations intergouvernementales mondiales et régionales ; secteur privé et autres groupes d'intérêt.

Initiative	Domaines d'influence	Public cible et opportunités
Campagnes publiques	Forus peut jouer un rôle de premier plan pour garantir que le soutien du public au multilatéralisme et à la solidarité mondiale, qui s'est affaibli dans de nombreux contextes, soit réaffirmé. Une future campagne publique ne devrait pas se contenter de promouvoir les ODD, mais présenter les arguments politiques expliquant pourquoi un agenda de développement universel, redevable et bien financé reste essentiel — et pourquoi son affaiblissement aggraverait les inégalités, l'instabilité et l'exclusion. La campagne pourrait être déployée à partir de 2027 afin d'accroître la pression sur les États Membres pendant les négociations.	Grand public ; États Membres ; secteur privé.
Constitution de coalitions et cartographie des alliances	Dans un contexte géopolitique en rapide évolution, il sera extrêmement important d'identifier des alliés et de former des coalitions. Forus devrait déterminer où les alliances sont les plus solides ou les plus nécessaires — au sein de la société civile, avec les gouvernements locaux, au sein des blocs régionaux, et avec les acteurs étatiques et non étatiques favorables à cette cause.	Réseaux de la société civile ; États Membres, y compris les champions régionaux. Toutes les instances de plaidoyer, nationales, régionales et multilatérales.
Suivi, apprentissage et soutien adaptatif	À mesure que le contexte politique évolue, Forus devra suivre les changements dans l'environnement de négociation, l'espace civique et les opportunités d'alliances, tout en tirant les leçons des approches de plaidoyer qui fonctionnent dans différentes régions et différents contextes. Cela contribuerait à faire de ce document de vision un point de référence stratégique vivant plutôt qu'une publication ponctuelle.	Principalement interne dans un premier temps — pour les plateformes nationales, les coalitions régionales et le Secrétariat — mais avec le potentiel d'éclairer le positionnement externe, les réponses rapides et la mise à jour des produits de plaidoyer au fil du temps.

©Forus lors du sommet Finances en commun au Cap en Afrique du Sud

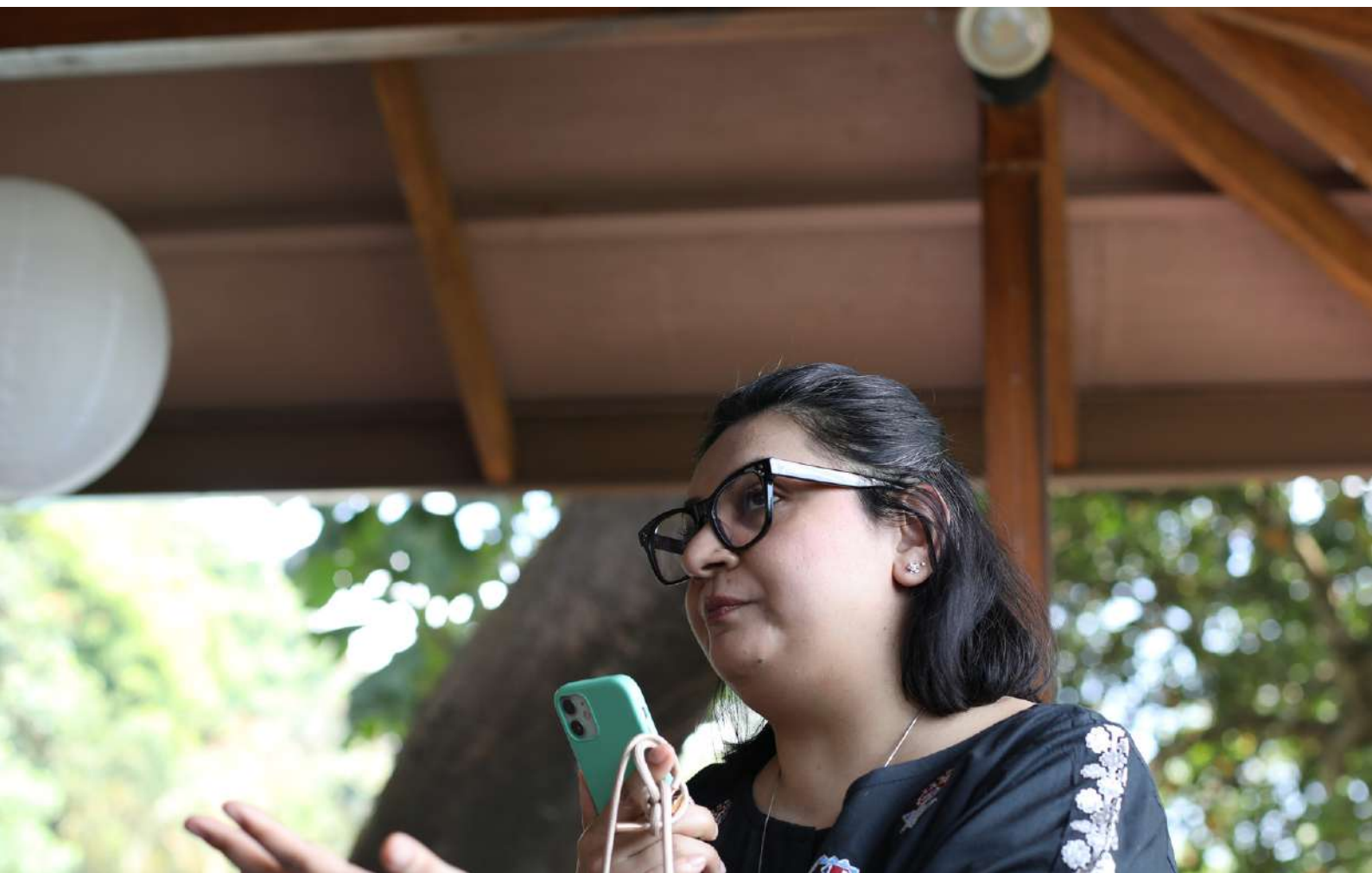


CONCLUSION

Le processus post-2030 se déroulera dans un environnement politique plus difficile et plus contesté que celui qui a donné naissance aux ODD. Cela ne rend pas l'engagement précoce, stratégique et collectif de la société civile moins important, mais plus important que jamais.

Forus est bien placé pour contribuer à façonner ce moment : pour défendre les acquis universels et fondés sur les droits de l'ère des ODD, pour promouvoir un cadre plus crédible en matière de financement, de redevabilité et de localisation, et pour veiller à ce que les communautés et la société civile ne soient pas reléguées en marge des décisions qui affectent leur avenir.

La lutte autour de l'agenda post-2030 ne porte pas seulement sur les objectifs, les cibles ou la conception institutionnelle. C'est aussi une lutte pour l'espace politique, la redevabilité publique et les valeurs qui sous-tendent la coopération internationale dans les années à venir. Forus doit aborder ce moment avec clarté et détermination : défendre ce qui ne doit pas être perdu, faire pression pour ce qui doit changer, et contribuer à construire un agenda post-2030 plus juste, plus responsable et plus ancré dans les réalités de la vie des gens.



ANNEXE I : FEUILLE DE ROUTE POUR LE PLAIDOYER ET NOTE DE MISE EN ŒUVRE

Cette feuille de route pour le plaidoyer complète les sections 6 à 8 ci-dessus en définissant **un plan d'action concret indiquant quand, comment et pourquoi** le réseau Forus peut influencer le processus de négociation post-2030.

Moment clé	Pourquoi est-ce important?	Objectif de Forus	Alliés prioritaires	Produits ou actions de Forus
Fenêtre de pré-négociation (avant le Forum sur les ODD de 2027)	La période précédant le début des négociations officielles est essentielle pour façonner le processus, former des coalitions et définir des positions	Garantir un processus de négociation ouvert et inclusif pour le post- 2030 ; définir des positions claires pour le réseau ; assumer un rôle de leadership.	Membres de Forus aux niveaux national et régional ; États Membres amis ; organes des Nations unies, y compris le Département des Affaires Economiques et Sociales (DESA)	Documents de position et de politique définissant les demandes concernant 1) le processus de négociation ; et 2) le cœur du cadre post-2030 ; consulter les membres pour évaluer les capacités d'engagement et affiner le message.
Forums régionaux sur le développement durable , divers lieux, d'ici 2030, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes (Chili, avril 2026), en Europe et en Asie centrale (Suisse, avril 2026) et en Afrique (Éthiopie, avril 2026)	Plateformes organisées par l'ONU permettant aux États Membres et aux groupes d'intérêt de partager leur perspective régionale sur l'agenda du développement.	Moments clés pour lancer une campagne régionale en faveur des priorités et des lignes rouges de Forus en matière de plaidoyer.	Organisations internationales ; régionales ; société civile ; collectivités locales et ONG locales et nationales sur la localisation.	Événements parallèles et participation à des tables rondes ; versions " régionalisées " des messages et des prises de position.
Forum Politique de Haut Niveau sur le développement durable , New York, juillet 2026	Examen annuel du processus des ODD, avec un examen approfondi de l'ODD 6. Forum pour des discussions informelles sur le post-2030.	Identifier des alliés parmi la société civile et les États Membres ; entamer des discussions sur un processus inclusif.	Participation des membres du Forum ; autres OSC et groupes d'intérêt ; DESA, PNUD et autres agences des Nations Unies.	Événement parallèle sur l'agenda post-2030 ; document de communication à l'intention des membres.
Lancement de la proposition de réforme UN80 (en marge de l'Assemblée Générale des Nations unies) , New York, octobre 2026	Le Secrétaire Général présentera les conclusions et la proposition de réforme de l'ONU aux États Membres.	Veiller à ce que l'accent continue d'être mis sur le développement et la participation des OSC aux processus de haut niveau.	Société civile.	Travail médiatique et de plaidoyer réactif.



Moment clé	Pourquoi est-ce important?	Objectif de Forus	Alliés prioritaires	Produits ou actions de Forus
Entrée en fonction du nouveau Secrétaire Général de l'ONU , le 1er janvier 2027	Le nouveau SG jouera un rôle de premier plan dans les négociations post-2030 ; il sera incité à garantir un résultat positif.	Engagement du bureau du Secrétaire Général de l'ONU envers les principales demandes de Forus concernant le processus et le contenu de l'agenda post-2030.	Bureau du Secrétaire Général des Nations unies et agences des Nations unies concernées.	Travail médiatique et de plaidoyer réactif. Prise de position publique – articles d'opinion ou note d'orientation – définissant les priorités de développement pour le nouveau SG.
Rapport Mondial sur le Développement Durable , New York, septembre 2027	Dernier Rapport Mondial sur le Développement Durable (GSDR) post-2030, élément clé pour définir l'agenda des négociations sur le cadre.	Intégration d'un libellé reflétant les priorités fondamentales de Forus.	Groupe indépendant de scientifiques (auteurs du rapport) ; DESA, CNUCED, PNUD et autres agences des Nations unies ; société civile.	Collaboration avec le Groupe Indépendant de Scientifiques (GIS) et les rapports parallèles tout au long de la période de rédaction en 2026 et 2027 ; plaidoyer réactif et couverture médiatique lors de la publication.
Sommet sur les ODD , New York, septembre 2027	Lancement du GSDR et début officiel des négociations sur le cadre pour le post-2030.	Prises de position fondamentales de Forus reflétées dans les premières discussions ; un processus de négociation où la société civile a sa place à la table des négociations.	Bureau du Secrétaire Général des Nations unies ; États Membres amis ; société civile.	Événement parallèle et autres actions de plaidoyer en marge du Sommet.
Processus de négociation du cadre post-2030 , probablement à New York, tout au long de la période 2027-2030.	Le forum de négociation du libellé, des objectifs et des engagements du nouveau cadre post-ODD.	Le cadre post-2030 devrait refléter les principales revendications de Forus ; la société civile doit jouer un rôle actif dans les discussions.	Friendly Member States; civil society; other interest groups and stakeholders (through Major Groups coalition).	Suivi des négociations ; influence par le biais de canaux officiels et d'actions de plaidoyer en privé, tant à New York que dans les capitales et les forums régionaux ; examen des options pour assurer une présence durable de Forus et un soutien à la coordination à New York pendant la période de négociation
Campagne publique : Défendre le développement , 2027-	Campagne menée par Forus pour rallier le soutien du public aux ODD et à un nouvel agenda	Le soutien du public en faveur d'un nouvel agenda solide s'accroît, ce qui accentue la pression sur les États Membres	Grand public ; tous les États Membres (alliés et opposants) ; autres groupes d'intérêt.	Outils de campagne publique : réseaux sociaux, supports médiatiques ; supports de lancement accrocheurs.



Moment clé	Pourquoi est-ce important?	Objectif de Forus	Alliés prioritaires	Produits ou actions de Forus
Sommet de la Conférence d'examen de l'avenir , date à déterminer, 2028	Évaluation de haut niveau des progrès réalisés concernant des engagements tels que le Pacte numérique mondial et la Déclaration sur les générations futures. Forum informel probable pour les discussions sur l'agenda post-ODD.	Veiller à ce que l'examen des progrès soit réaliste et reflète les points de vue des acteurs locaux et nationaux. Établir un lien entre les réalisations et les obstacles et les discussions sur l'agenda post-ODD.	Bureau du Secrétaire Général des Nations unies ; États Membres favorables ; société civile.	Mener des consultations locales et nationales et collecter des données pour les rapports parallèles et autres documents d'orientation dans le cadre du Sommet.
Sommet sur les ODD , date à déterminer, 2030	Objectif final : accord et présentation d'un nouveau cadre mondial de développement.	Cadre post-2030 reflétant les principales revendications de Forus.	États Membres favorables	Vaste campagne de plaidoyer auprès des secteurs public et privé pendant la "dernière ligne droite" en vue de la finalisation de l'accord.

- **Présidences du G7** : France (2026), États-Unis (2027), Royaume-Uni (2028), Allemagne (2029), Japon (2030)
- **Présidences du G20** - États-Unis (2026), Royaume-Uni (2027), Corée du Sud (2028), Arabie Saoudite (à confirmer)
- **Présidence des BRICS** - Inde (2026)

ANNEXE II : MÉTHODOLOGIE

Ce document de vision a été élaboré par une équipe de consultants – Valentina Batrinu, Olof Blomqvist et Gareth Mace – en étroite collaboration avec le secrétariat et le groupe de pilotage de Forus, ainsi qu’avec l’ensemble du réseau Forus. Le processus d’élaboration a mis l’accent sur l’inclusivité et la consultation, afin de garantir que les conclusions reflètent les points de vue des membres de Forus, en accordant une attention particulière aux nuances régionales. Le document de vision a été élaboré de novembre 2025 à mars 2026 en trois phases distinctes:

1. **Cartographie des scénarios** : basée sur des entretiens approfondis et semi-structurés avec un groupe de consultation composé de 13 personnes, dont des experts en développement issus des Nations unies, de la société civile, du monde universitaire, de groupes de réflexion et du secteur philanthropique. Ces personnes ont été sélectionnées en consultation avec le groupe de pilotage de Forus, en mettant l’accent sur la diversité géographique et de genre. En outre, la cartographie des scénarios s’est appuyée sur une analyse documentaire approfondie de sources publiques issues du monde universitaire, de groupes de réflexion, d’agences des Nations unies, de la société civile et d’analyses politiques, ainsi que sur les documents internes et publics de Forus. Les consultants ont produit un rapport final sur la cartographie politique et des scénarios, qui a fait l’objet d’un processus d’assurance qualité avec le personnel et les membres de Forus. Le rapport final sur la cartographie des scénarios, qui comprend des détails supplémentaires sur la méthodologie, est [disponible ici](#)
2. **Consultation des membres de Forus** : S’appuyant sur la cartographie politique et des scénarios, Forus a mené une consultation structurée et multilingue auprès de ses membres afin d’ancrer cette analyse dans les réalités régionales et nationales. Le processus de consultation des membres s’est appuyé sur trois outils principaux :
 - a. six groupes de discussion (GD) régionaux et basés sur une langue commune (Afrique anglophone, Afrique et MENA francophone, Asie, Pacifique, ALC, Europe et Amérique du Nord) ;
 - b. neuf entretiens approfondis semi-structurés avec des membres de Forus, sélectionnés sur la base d’une représentativité régionale et en fonction du genre (Entretiens avec des Informateurs Clés - KII) ; et
 - c. un ensemble de données d’enquête multilingue combinant des réponses en anglais, français et espagnol (36 réponses provenant de toutes les régions sur les 82 membres inscrits de Forus).

Les résultats issus des différents outils de consultation ont été analysés par les consultants et validés lors de réunions avec les membres du personnel de Forus. Elles ont ensuite été présentées dans un dossier de consultation, résumant les principaux résultats thématiques et leurs implications pour l’engagement de Forus, ainsi que dans une note d’analyse régionale mettant en évidence les convergences et les divergences entre les régions. Ces documents, qui contiennent des détails supplémentaires sur la méthodologie, sont [disponibles ici](#) tandis qu’un résumé des résultats de la consultation est également disponible à l’annexe III ci-dessous.

3. **Élaboration du document de vision**: Le document de vision a été élaboré par les consultants à la suite d’une analyse approfondie des résultats des deux phases précédentes, ainsi que d’une consultation avec Forus sur la structure finale. Le projet de document de vision a été examiné au cours de trois cycles de commentaires avec le personnel de Forus et le groupe de pilotage. En outre, les résultats ont été présentés aux membres lors de trois ateliers de validation multilingues (anglais, français et espagnol), ainsi qu’aux membres de Forus lors de l’Assemblée Générale de l’organisation au Cambodge, dans la semaine du 23 mars. Tous les commentaires ont été pris en compte et reflétés dans le rapport final.

Considérations éthiques

Tous les entretiens ont été menés conformément à un protocole éthique clair, fondé sur le consentement éclairé et une approche "ne pas nuire". Les participants ont reçu à l'avance des informations sur l'objectif et l'utilisation de la recherche et ont donné leur consentement avant le début des entretiens. Les personnes interrogées se sont vu offrir la possibilité de contribuer de manière anonyme ou hors micro, et toutes les citations attribuées ont fait l'objet d'une double vérification et d'une autorisation explicite avant publication ; lorsque l'autorisation n'a pas été accordée ou a été retirée par la suite, les contributions ont été incluses de manière anonyme. Les entretiens ont été programmés à des moments qui convenaient aux participants, en veillant tout particulièrement à ce que leur participation ne crée aucun risque pour ceux qui opèrent dans des contextes politiquement restreints ou fragiles. Les informations sensibles ont été traitées de manière confidentielle et stockées en toute sécurité, l'éthique et l'accessibilité étant intégrées tout au long du processus. Les sources individuelles ont été anonymisées dans l'ensemble de ce rapport afin de refléter le fait que les recommandations et l'analyse reflètent le consensus du réseau Forus dans son ensemble.

ANNEXE III : RÉSUMÉ DE LA CONSULTATION

Introduction and objectif

S'appuyant sur un précédent exercice de cartographie politique et de scénarios (voir annexe II), qui avait identifié trois trajectoires plausibles pour l'agenda post-2030 — continuité, fragmentation et réinitialisation —, Forus a mené une consultation structurée et multilingue auprès de ses membres. Cette phase de consultation visait à : ancrer l'analyse politique et des scénarios dans les réalités régionales et nationales vécues ; identifier les impératifs communs, les lignes rouges et les priorités de plaidoyer à l'échelle du réseau ; clarifier les domaines dans lesquels Forus et ses membres peuvent apporter le plus de valeur ajoutée ; veiller à ce que le document de vision final rende compte des dynamiques et des nuances régionales.

Méthodologie

Le processus de consultation des membres s'est appuyé sur trois outils principaux :

- Six groupes de discussion (FGD) organisés par région et par langue commune (Afrique – anglophone, Afrique et MENA – francophone, Asie, Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Europe et Amérique du Nord), avec en moyenne 6 à 8 participants par atelier. Les ateliers ont duré une heure et demie et ont fait appel à des commentaires oraux et écrits, ainsi qu'à un outil d'animation de réunion (Mural), pour recueillir les contributions des participants ;
- Neuf entretiens approfondis semi-structurés avec des membres de Forus, sélectionnés de manière représentative au niveau régional et en fonction du genre ; et
- Un ensemble de données d'enquête multilingue combinant des réponses en anglais, français et espagnol (36 réponses provenant de toutes les régions sur les 82 membres Forus inscrits).

Bien que les entretiens individuels clés (KII) et les groupes de discussion (FGD) aient été conçus pour être complémentaires, certains répondants aux KII ont également participé aux FGD. Les animateurs ont veillé à ce que leurs contributions enrichissent la diversité des points de vue, en encourageant des retours équilibrés. La consultation a été guidée par les principes d'inclusivité, de participation, de non-attribution et de sécurité.

Conclusions générales

Scénarios: Dans toutes les régions, les membres ont largement convenu que, parmi les scénarios possibles, une version de " continuité " était l'issue la plus probable. Dans le même temps, la " fragmentation " a également été considérée comme un risque réel et une possibilité crédible, les membres soulignant les tensions géopolitiques, les pressions financières et le rétrécissement de l'espace civique dans de nombreux contextes. Dans l'ensemble, il y avait un fort sentiment que le paysage post-2030 est politiquement contraint et de plus en plus contesté.

Financement: La réforme du financement est apparue comme la priorité interrégionale la plus constante, considérée comme un enjeu central pour l'engagement de Forus après 2030 plutôt que comme un " complément " facultatif. Dans tous les formats de consultation, les membres ont identifié le fardeau de la dette, les contraintes d'espace fiscal, le financement concessionnel, la mobilisation des ressources nationales, la justice fiscale et le financement prévisible pour la société civile comme des préoccupations centrales.

Espace civique: L'espace civique a été systématiquement considéré comme une condition préalable à la légitimité des négociations, à la redevabilité et à la mise en œuvre. Les réponses à l'enquête et les discussions de groupe reflètent une préoccupation généralisée concernant le rétrécissement ou l'inégalité de l'espace civique, bien que la forme de cette préoccupation diffère selon les régions : certaines régions ont souligné l'impact de l'instabilité politique sur l'engagement civique, d'autres ont mis en avant des cadres juridiques de plus en plus arbitraires et restrictifs, et d'autres encore ont évoqué un retour de bâton culturel contre le langage fondé sur les droits ou les normes relatives à la diversité.

Redevabilité: Il y a eu un large consensus sur le fait que les mécanismes de redevabilité volontaires dans le cadre des ODD se sont révélés insuffisants. Les membres appellent à une plus grande transparence, à un suivi indépendant et à des mécanismes permettant de mieux traduire les engagements en actions concrètes.

Rôle de Forus: À travers tous les instruments de consultation, les membres s'accordent sur un ensemble clair d'attentes et ont jugé impératif que Forus joue un rôle de premier plan dans les négociations post-2030. Forus est appelé à organiser et coordonner, à fournir une analyse politique stratégique et une interprétation des enjeux, à défendre et amplifier les positions collectives, à forger des alliances et à soutenir les membres opérant dans des environnements civiques contraignants.

Divergences et convergences régionales

Bien qu'un large consensus se soit dégagé sur le rôle de Forus dans l'engagement post-2030 et sur les domaines thématiques prioritaires pour orienter son plaidoyer, plusieurs nuances importantes sont également apparues au cours de la consultation. Parmi celles-ci :

- **Afrique:** A identifié la " continuité " comme le scénario le plus probable, tout en soulignant la nécessité de suivre de près les négociations. A donné la priorité au financement en tant que domaine thématique, en mettant particulièrement l'accent sur la lutte contre les inégalités structurelles entre le Sud Global et le Nord Global, notamment par le biais d'une réforme de la dette. En ce qui concerne l'espace civique, plusieurs membres ont fait état d'un environnement restreint, dans lequel la législation arbitraire et les défis sécuritaires persistants (notamment liés aux conflits armés) ont une influence particulière. L'engagement collectif et régional a été jugé crucial, notamment par la recherche d'un consensus au sein de l'Union africaine et des organismes sous-régionaux. La nécessité pour Forus de donner la priorité au soutien des membres nationaux au cours du processus post-2030 a été soulignée.

- **Asie:** Reflétant la diversité de l'immense région asiatique, les membres étaient divisés entre la " continuité " et la " fragmentation " comme scénario le plus probable. Les membres étaient toutefois unanimes sur la nécessité de mettre l'accent sur le plaidoyer en faveur du financement des OSC et de l'allègement de la dette. Plusieurs ont également mis en avant les restrictions de l'espace civique et ont tiré la sonnette d'alarme face aux signes croissants d'une mainmise des entreprises sur l'agenda du développement. Ils ont souligné la nécessité pour Forus de faire preuve de leadership dans le plaidoyer mondial à l'approche de 2030 et de nouer des alliances avec des membres au-delà des « habituels suspects » de la société civile.
- **Europe et Amérique du Nord :** Dans l'ensemble, la " fragmentation " a été considérée comme le scénario le plus probable, reflétant une politique régionale de plus en plus tendue où de nombreux leaders traditionnels de l'agenda du développement étaient accaparés par des questions financières et politiques nationales. Le financement a été considéré comme une priorité, avec un accent sur le financement des OSC et les financements concessionnels. L'accent a été mis sur les coalitions régionales d'OSC et l'engagement via l'UE pour influencer l'agenda post-ODD. Le rôle de Forus a été perçu comme consistant à fournir une analyse stratégique et à rassembler des coalitions.
- **Amérique latine et Caraïbes:** À l'instar de l'Europe, les avis sur les scénarios étaient partagés, bien que la " fragmentation " ait été légèrement plus plébiscitée comme scénario le plus probable par rapport à la " continuité ". C'est dans cette région, aux côtés de l'Afrique, que la réforme financière structurelle a été la plus mise en avant, tandis que plusieurs membres ont également souligné l'impact dévastateur sur les OSC de la récente baisse de l'APD. Les membres ont également souligné à quel point l'espace civique s'était progressivement rétréci au cours de la dernière décennie, craignant que cette tendance ne se poursuive dans le contexte de la récente montée en puissance des gouvernements d'extrême droite. Considéraient que le rôle de Forus consistait principalement à assurer un leadership en matière de plaidoyer jusqu'en 2030, notamment en constituant des coalitions.
- **Pacifique:** la continuité a été considérée comme le scénario le plus probable. Les questions de financement ont été priorisées, mais principalement sous l'angle du climat, l'accent étant mis sur les fonds destinés à l'adaptation et à l'indemnisation des pertes et dommages. Contrairement aux autres régions, les membres du Pacifique ont estimé qu'ils opéraient dans un environnement civique relativement ouvert, bien qu'ils aient exprimé des inquiétudes quant à leur marginalisation croissante par rapport aux processus officiels. Ils ont considéré la création d'alliances comme essentielle pour influencer l'agenda post-ODD, en particulier pour amplifier la voix des petits États. Ils souhaitent que Forus joue un rôle dans le plaidoyer mondial, associé à une coordination régionale et à une analyse stratégique.

Pour une analyse plus détaillée de la méthodologie et des résultats de la phase de consultation, veuillez consulter le dossier de consultation des membres. En outre, [une note d'information](#) régionale [ajouter le lien une fois finalisé] fournit des précisions supplémentaires sur les différences observées entre les régions.

ANNEXE IV : MATRICE DE TRAÇABILITÉ DES COMMENTAIRES

Cette matrice de traçabilité indique dans quelle mesure l'analyse et bon nombre des recommandations contenues dans le présent document de vision ont été identifiées lors de la phase de consultation auprès des membres de Forus. Compte tenu de l'ampleur de la consultation des membres, cette matrice n'est pas exhaustive. Elle fournit toutefois un aperçu représentatif de la manière dont les commentaires des membres ont contribué de manière substantielle aux thèmes clés du document de vision. Pour en savoir plus sur le processus de consultation, voir l'annexe III ainsi que le dossier de consultation et la note d'analyse régionale (liens ci-dessous).

Thème	Éléments issus de la consultation	Implications pour le texte final du document de vision
Analyse des scénarios	" Dans toutes les régions, les membres ont largement convenu que, parmi les scénarios possibles, une version de la « continuité » était l'issue la plus probable. Dans le même temps, la " fragmentation " a également été considérée comme un risque réel et une possibilité crédible, les membres soulignant les tensions géopolitiques, les pressions financières et le rétrécissement de l'espace civique dans de nombreux contextes. " (Dossier de consultation, p. 4) Les réponses à l'enquête ont indiqué qu'une majorité des personnes interrogées classaient la " continuité " comme le scénario le plus probable, tout en signalant simultanément les risques de fragmentation liés aux tensions géopolitiques et au déclin de la coopération mondiale. Bien qu'il s'agisse d'une question de classement qui n'a pas été systématiquement remplie par les répondants (seuls 25 ont identifié un scénario le plus probable), une méthodologie de cohérence a été appliquée pour extrapoler une conclusion, qui a également été équilibrée avec les perspectives des groupes de discussion (FGD) et des entretiens avec des informateurs clés (KII). (Ensemble de données de l'enquête)	Ajout de la section " Évaluation des futurs possibles " dans le résumé ; utilisation de la " continuité avec risque de fragmentation " comme prisme global pour le document de vision ; et prise en compte dans la discussion sur les scénarios au point 5 : Engagement – Tactiques et pérennité. Les différentes perspectives issues des entretiens avec les informateurs clés, des groupes de discussion et des données d'enquête ont également été équilibrées dans les sections consacrées au classement des scénarios et à l'engagement.
Analyse des scénarios	Le groupe de discussion (FGD) de l'Amérique latine et des Caraïbes a fait état d'un fort sentiment anti-ODD de la part de nombreux gouvernements. (Note du FGD) Les participants au groupe de discussion en Afrique ont largement considéré la " continuité " comme le scénario le plus probable, mais ont souligné que les tensions géopolitiques et les pressions financières pourraient pousser les négociations vers la fragmentation si les inégalités structurelles du système mondial ne sont pas corrigées. (Notes du groupe de discussion Afrique anglophone) Les participants au groupe de discussion Europe et Amérique du Nord ont considéré la fragmentation comme le scénario le plus plausible, invoquant le déclin de l'engagement politique en faveur du multilatéralisme, les pressions politiques internes et la réduction du financement du développement parmi les gouvernements bailleurs de fonds traditionnels. (Notes du groupe de discussion Europe et Amérique du Nord)	Ajout d'une référence aux gouvernements hostiles aux normes de développement au point 3. Contexte, p. 5. Accent mis sur la réforme financière et les inégalités structurelles entre le Sud et le Nord dans les sections 1 et 4. Renforcement des références au déclin du soutien politique à l'agenda mondial du développement parmi les bailleurs de fonds traditionnels dans la section 3 : Contexte et dans l'analyse des parties prenantes de la section 6.

Thème	Éléments issus de la consultation	Implications pour le texte final du document de vision
Analyse de scénarios	Les informateurs clés d'Amérique latine et des Caraïbes ont indiqué que, bien que de nombreux gouvernements se détournent des groupes de discussion, il existe encore des champions parmi les puissances moyennes régionales. (<u>Notes des informateurs clés</u>) Un informateur clé d'Afrique anglophone avait des perspectives nettement différentes de celles de ses pairs dans le groupe de discussion, privilégiant fortement la fragmentation comme scénario le plus probable. Il a souligné que l'UA et les gouvernements nationaux s'éloignent d'un soutien au statu quo actuel des accords mondiaux, s'alignant sur la posture des États-Unis et manifestant une confiance réduite dans la capacité de l'Occident à maintenir la direction actuelle pour préserver les ODD (<u>notes des informateurs clés</u>) Les informateurs clés en Europe et en Amérique du Nord ont souligné que, malgré une fragmentation géopolitique croissante, une certaine forme de continuité du cadre des ODD pourrait rester la base la plus viable pour maintenir la coopération mondiale. (Notes des informateurs clés d'Europe et d'Amérique du Nord)	Ajout d'une analyse sur le G77, les BRICs, la Chine et les États-Unis à la section 6, et sur la constitution de coalitions d'États Membres à la section 5. Engagement : Tactiques et pérennité.
Financement	" La réforme du financement apparaît comme la priorité interrégionale la plus constante, considérée comme un enjeu central pour l'engagement de Forus post-2030 plutôt que comme un " complément " facultatif. Dans tous les formats de consultation, les membres ont identifié le fardeau de la dette, les contraintes d'espace fiscal, le financement concessionnel, la mobilisation des ressources nationales, la justice fiscale et le financement prévisible pour la société civile comme des préoccupations centrales. " (Dossier de consultation, p. 6)	Ajout d'une référence au financement en tant que priorité de plaidoyer dans " Ce que nous demandons " (p. 4), " Les incontournables et les lignes rouges " (p. 7) et ailleurs dans le texte.
Financement	Le groupe de discussion sur l'Amérique latine et des Caraïbes a appelé à un plaidoyer ciblé sur le financement, en particulier l'allègement de la dette. Les réponses à l'enquête ont classé l'allègement/la restructuration de la dette, la mobilisation des ressources nationales et la justice fiscale parmi les principales priorités des membres en matière de financement. (<u>Ensemble de données de l'enquête</u>)	Ajout de références à l'allègement de la dette en tant que demande prioritaire tout au long du document, y compris dans " Les incontournables et les lignes rouges " (p. 7). Accent accru mis sur les inégalités financières structurelles et la justice fiscale dans le pilier 3 (" Un cadre adapté à l'objectif ") et dans la section " Contexte " traitant de l'architecture du financement.

Thème	Éléments issus de la consultation	Implications pour le texte final du document de vision
Espace civique	" L'espace civique est systématiquement considéré comme une condition favorable à la légitimité des négociations, à la redevabilité et à la mise en œuvre. Les réponses à l'enquête et les discussions de groupe reflètent une préoccupation généralisée concernant le rétrécissement ou l'inégalité de l'espace civique, bien que la forme de ce phénomène diffère selon les régions. " (Dossier de consultation, p. 6)	Ajout de recommandations sur l'espace civique et l'inclusion dans « Ce que nous demandons » (p. 4), « Les incontournables et les lignes rouges » (p. 7), et en tant que thème clé dans 3. Contexte (p. 5)
Redevabilité	" Il existe un large consensus sur le fait que les mécanismes de redevabilité volontaires dans le cadre des ODD se sont révélés insuffisants. Les membres appellent à une plus grande transparence, à un suivi indépendant et à des mécanismes permettant de mieux traduire les engagements en actions concrètes. " (Dossier de consultation, p. 8)	Ajout d'une recommandation sur le rapport obligatoire dans " Ce que nous demandons " (p. 4) et " Les incontournables et les lignes rouges " (p. 7)
Le rôle de Forus	" Dans l'ensemble des outils de consultation, les membres s'accordent sur un ensemble clair d'attentes. On attend de Forus qu'il rassemble et coordonne, qu'il fournisse une analyse politique stratégique et une interprétation des enjeux, qu'il défende et amplifie les positions collectives, qu'il forge des alliances et qu'il soutienne les membres opérant dans des environnements civiques " (Dossier de consultation, p. 10)	Ajout de références au rôle de premier plan de Forus dans le résumé exécutif (p. 2) et au point 5. Engagement: Tactiques et pérennisation (p. 8)
Le rôle de Forus	Le groupe de discussion sur l'Afrique francophone a souligné que la production de données probantes et la recherche étaient essentielles au plaidoyer. (Note du groupe de discussion)	Ajout de " Production de données probantes " sous 5. Outils, produits et actions, p. 15
Le rôle de Forus	Lors du groupe de discussion (FGD) sur l'Amérique latine et les Caraïbes, plusieurs participants ont souligné le rôle clé de Forus en tant que rassembleur des groupes de la société civile (note du FGD) Les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont classé la coordination régionale, le soutien aux membres au niveau national et la création d'alliances au-delà de la société civile parmi les rôles les plus importants de Forus. (Ensemble de données de l'enquête)	Ajout d'une référence au rôle de leadership de Forus dans le rassemblement des OSC et la mise en avant des voix locales dans la section 5. Engagement : Tactiques et pérennité (p. 8) Accent accru sur la création de coalitions et la mise en relation du plaidoyer national et mondial dans la section 5 : Engagement.
Financement / Climat	Les participants aux discussions de groupe du Pacifique ont donné la priorité au financement sous l'angle du climat, en mettant particulièrement l'accent sur le financement de l'adaptation et l'indemnisation pour les pertes et dommages. (Notes des discussions du groupe du Pacifique)	Cela devrait être reflété dans le point sur le climat du pilier 3 de la section 4. Pouvons-nous ajouter l'indemnisation pour les pertes et dommages comme demande spécifique des membres du Pacifique ?

CONTACTEZ NOUS

REJOIGNEZ-NOUS POUR L'ÉVÉNEMENT DE LANCEMENT

Merci à David Helguera pour la traduction espagnole et à Wendy Dubreuil et Alain Dubreuil pour la traduction française de la Vision post-2030 de Forus.

À propos de Forus

- Forus est un réseau mondial innovant qui soutient la société civile en vue d'un changement social efficace ; il rassemble 74 plateformes nationales d'ONG et 8 coalitions régionales, représentant plus de 24 000 ONG

Email

- marie@forus-international.org

Site Web

- www.forus-international.org